

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Contrats d'assurance sur la vie et les régimes de communauté

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Samedi 21 Décembre 1912 à 3 heures

PAR

JACQUES QUEINNEC

Président : M. PIÉDELIEVRE.

Suffragants { MM. Amboise COLIN, professeur.
CAPITANT, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Contrats d'assurance sur la vie

et

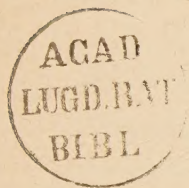
les régimes de communauté

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Samedi 21 Décembre 1912 à 3 heures

PAR

JACQUES QUEINNEC



Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants { MM. Amboise COLIN, *professeur.*
CAPITANT, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549928_0070

INTRODUCTION

§ I

Les contrats d'assurances sur la vie peu répandus en France il y a cinquante ans, y ont acquis depuis un développement considérable.

Ils ont pris des formes variées, mais qui concourent toutes malgré leur diversité vers un même but, un but de prévoyance qu'il convient de favoriser.

L'assurance sur la vie peut être ainsi définie : C'est un contrat par lequel l'assureur, en retour du paiement d'une prime ou cotisation, s'engage à verser à l'assuré ou à une personne désignée par lui, un capital ou une rente, lorsque se réaliseront, dans la vie de l'assuré ou d'un tiers, certaines éventualités, telles que la mort de l'assuré dans un certain délai.

Malgré la grande place que tiennent ces contrats dans notre société, aucun texte de loi n'est encore intervenu pour les régir d'une manière générale ; il existe unique-

ment un projet de loi déposé au bureau de la Chambre des députés, le 12 juillet 1904.

En l'absence de législation spéciale, tous admettent qu'il faut leur appliquer les principes du Code civil, notamment les règles générales du titre III, livre III. Plusieurs décisions de la jurisprudence l'ont explicitement reconnu, notamment les arrêts de la Cour de cassation des 15 décembre 1873 (D. P. 74. 1. 113) et 27 janvier 1879 (D. P. 79. 1. 230).

Le contrat d'assurances sur la vie rentre d'ailleurs dans la définition générale du contrat d'assurances ; on peut lui appliquer la définition qu'en a donnée Chaufton : « C'est « une compensation des effets du hasard par une mutua-
« lité organisée suivant les lois de la statistique. »

Il y a dans toute assurance sur la vie une mutualité d'assurés qui met en commun des cotisations pour garantir chaque assuré contre un risque et, en second lieu, une possibilité de calculer à l'avance les chances de réalisation de ce risque.

Celui-ci varie avec les diverses formes du contrat, cependant il conserve toujours certains caractères spécifiques : c'est un événement futur et incertain, soit quant à sa réalisation, soit quant au moment où il se produira.

§ II

L'analyse du contrat d'assurances sur la vie, relativement simple quand on s'occupe d'un contrat dans lequel

le stipulant est lui-même le bénéficiaire, se complique lorsque le stipulant contracte l'assurance afin de désigner un tiers comme bénéficiaire.

Un second contrat vient alors se greffer sur le premier ; en outre d'un contrat d'assurances, il y a là, d'après la doctrine généralement admise, une stipulation pour autrui, l'assuré stipulant de la Compagnie d'assurances qu'elle devra payer une somme à un tiers lors de la réalisation d'une certaine éventualité (1).

Cependant cette analyse a été souvent contestée parce que le contrat d'assurances au profit d'un tiers ne semble pas rentrer dans les termes restrictifs de l'article 1121 du Code civil ; la stipulation pour autrui qu'il contient ne semble pas être la condition d'une donation que l'on fait à un tiers, car l'assuré n'entend pas faire donation des primes à la Compagnie d'assurances, elle ne paraît pas être davantage la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, puisque l'assuré ne semble rien stipuler pour lui.

Cette objection n'a pas arrêté la jurisprudence, d'une part parce que l'assuré stipule quelque chose pour lui, indirectement il est vrai ; il se réserve le droit de s'approprier le contrat dans certains cas, par exemple en cas de prédécès du bénéficiaire ; d'autre part, parce que l'article 1121 du Code civil est conçu en des termes trop étroits.

(1) Cass., 15 décembre 1873 (D. P. 74.4. 113 ; Cass., 16 janvier 1888 (D. P. 88. 4. 117) ; Cass., 22 juin 1891 (D. P. 92. 4. 205).

D'après nos meilleurs auteurs, en effet (1), cette énumération de l'article 1121 ne doit pas être considérée comme limitative; on doit valider toutes les stipulations pour autrui qui présentent quelque intérêt pour le stipulant, lorsqu'elles ne sont pas contraires à l'ordre public.

§ III

En matière d'assurances au profit d'un tiers, la stipulation pour autrui peut produire deux résultats bien différents.

La Cour de cassation a d'abord considéré la stipulation pour autrui qui sert de base à la désignation du tiers bénéficiaire, comme un acte complexe; l'assuré fait rentrer dans son patrimoine le droit de recueillir le montant de l'assurance; en même temps, il en offre la cession au tiers qu'il désigne. Le montant de l'assurance sort ainsi du patrimoine du stipulant (Cass., 2 mars 1887. Sirey. 81. 1. 145).

Au lieu de s'en tenir à cette explication, la Cour de cassation est arrivée, peu à peu, à ne plus voir dans la stipulation pour autrui, qu'un acte unique. Par le seul fait du contrat, le bénéficiaire de l'assurance acquiert directement le droit au montant de la police, sans que ce droit soit réputé avoir existé à quelque moment dans le patrimoine du stipulant.

(1) Demolombe, *Contrats*, t. III, n° 232; Aubry et Rau, 4^e éd., t. IV, n° 343.

Cette analyse se trouve pour la première fois nettement formulée par la Cour de cassation le 2 juillet 1884 (*Pandectes*, 86. I. 121), puis dans une série d'arrêts des 16 janvier, 16 février, 22 février et 27 mars 1888 (*Pandectes*, 88. I. 97. 124. 134. 142).

Depuis 1888, la Cour de cassation n'a pas varié ; elle admet que le tiers bénéficiaire n'est plus l'ayant cause du stipulant pour tout le capital ou la rente qu'il recueille ; il ne l'est plus que pour le montant des primes versées par l'assuré.

D'ailleurs il reçoit ces primes à des titres variables, tantôt à titre gratuit, tantôt à titre onéreux. La stipulation pour autrui peut, en effet, servir indifféremment à réaliser ces deux sortes d'opérations. Il y aura dation à titre onéreux, quand il existera une obligation entre l'assuré et le bénéficiaire que le contrat d'assurances aura pour but d'exécuter, ou encore lorsque ce contrat sera créateur d'une obligation entre ces deux personnes.

Dans le cas contraire, il y aura une dation à titre gratuit.

§ IV

Ces principes sur lesquels se base la jurisprudence doivent toujours être en vue quand on examine les effets du contrat d'assurance et tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'étudier les effets du contrat d'assurance sur la vie relativement aux régimes de communauté.

En cette matière, en effet, la détermination des effets de ce contrat est bien délicate, parce que, sous les régimes de communauté, on trouve des patrimoines ayant entre eux des rapports intimes, distincts cependant et dont il faut faire la part respective, tandis que sous les régimes exclusifs de communauté les droits des époux sont si peu confondus que les assurances qu'ils contractent, peuvent généralement être considérées comme si elles étaient contractées par des personnes non mariées.

DIVISION

CHAPITRE PREMIER

Dans quels cas le bénéfice de l'assurance sur la vie
tombe-t-il dans la communauté?

CHAPITRE DEUXIÈME

Des récompenses dues à la communauté

CHAPITRE TROISIÈME

Quels sont les droits des créanciers
sur les contrats d'assurance sur la vie faits par les époux?

CONCLUSION

CHAPITRE PREMIER

Dans quels cas le bénéfice de l'assurance sur la vie
tombe-t-il dans la communauté?

SECTION I

Assurance antérieure au mariage

§ I

Quand l'assurance sur la vie a été contractée par l'un des futurs époux à son profit personnel ou à son ordre sans désignation de bénéficiaire, la créance éventuelle résultant du contrat tombe dans la communauté légale, en vertu de l'article 1401, § 1 du Code civil, comme tout actif mobilier.

Mais que décider sous le régime de la communauté réduite aux acquêts ? L'article 1498 dispose en ces termes :
« Lorsque les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux
« qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure
« de la communauté, et les dettes de chacun d'eux
« actuelles et futures, et leur mobilier respectif présent et
« futur... »

Il est universellement admis que par l'expression « mobilier futur » les époux n'ont voulu exclure que celui que chaque époux recevra par succession ou par donation. Mais nous supposons ici une assurance antérieure au mariage. La créance éventuelle va-t-elle tomber dans la communauté d'acquêts ?

Toute la question se ramène à celle de savoir si l'époux bénéficiaire a un droit *ab initio* au montant de la somme promise par la compagnie ? Si l'on admet le droit direct de l'époux bénéficiaire *ab initio*, le bénéfice de l'assurance appartiendra en propre au conjoint de l'assuré.

Que convient-il de décider ?

Il n'est pas douteux que la créance éventuelle résultant du contrat d'assurance ne tombe pas dans la communauté d'acquêts pour la part qui correspond aux versements effectués avant le mariage. Le mobilier présent est exclu, en effet, de la communauté d'acquêts.

Mais la créance dont il s'agit tombe-t-elle dans la communauté pour la part correspondant aux versements effectués durant le mariage ? Il faut répondre négativement. Le motif de cette solution est que le contrat d'assurance n'est pas un contrat successif, mais un contrat qui se forme complètement au jour de la signature de la police et ne se renouvelle pas à chaque versement de prime.

Cette interprétation est conforme à l'intention de l'assuré qui veut, dès le début, être pleinement garanti contre le risque prévu, moyennant son engagement de maintenir le contrat jusqu'à l'échéance stipulée. Elle est aussi conforme

à l'intention de l'assureur qui établit tous ses calculs comme si le contrat devait être maintenu jusqu'à cette date.

Sans doute l'assuré est tenu des versements périodiques, sous peine de déchéance, mais ces versements ne renouvellent pas le contrat. Ils sont comparables au paiement, fractionné à des échéances plus ou moins proches, d'un prix de vente. Sous le régime de la communauté d'acquêts, une valeur mobilière acquise avant le mariage et payée depuis le mariage reste propre à l'acquéreur ; il doit en être de même du bénéfice de l'assurance, sauf récompense à la communauté.

§ II

La solution devient plus difficile à donner dans le cas où le futur époux a contracté l'assurance au profit de son futur conjoint. Celui-ci acquiert, dès la date du contrat, une créance contre la compagnie d'assurances. Cette créance lui appartient donc tout entière avant le mariage et ne tombera pas dans la communauté d'acquêts.

Tombera-t-elle dans la communauté légale ?

Il semble que cette créance doive faire partie de l'actif commun, en vertu de l'article 1401, § 1, comme toute créance mobilière qui se trouve dans le patrimoine de l'un des époux au moment du mariage. C'est ce qu'admet M. Levillain dans une note au Dalloz (D. P. 79. 2. 25).

D'après lui, on ne peut supposer que l'assuré, lorsqu'il a

souscrit l'assurance, a eu l'intention de faire du bénéfice du contrat un propre au bénéficiaire, et même, fût-il prouvé qu'il eût cette intention, on doit admettre que cette intention ne suffit pas à abroger un texte formel.

Néanmoins, la jurisprudence admet, conformément à l'arrêt de la Cour de Paris du 4 juin 1878 (D. P. 79. 2. 25), que le bénéfice d'une assurance contractée au profit d'une personne déterminée que l'assuré a épousée plus tard, continue à résider sur la tête du bénéficiaire et ne tombe pas dans la communauté, que par suite, lors de la dissolution de cette communauté, la femme peut quoique renonçante, réclamer, à l'exclusion du mari et de ses héritiers, le montant total du capital que doit verser l'assureur.

Cette décision manque de motifs suffisants, mais ces motifs ont été donnés par la Cour de cassation statuant sur le pourvoi formé contre cet arrêt (1). D'après elle, le contrat d'assurance a eu pour effet de conférer à la future épouse de l'assuré, un droit de créance contre la compagnie d'assurances, un droit qu'elle avait acquis de son mari à titre de libéralité, et elle ajoute, qu'aux termes de l'article 1401, les donations mobilières ne tombent dans la communauté que si le donateur n'a exprimé d'intention contraire, que d'ailleurs cette intention peut résulter des circonstances.

La plupart des auteurs admettent, conformément à cet

(1) Req., 10 novembre 1879 (D. P. 80. 1. 175).

arrêt, qu'il n'est pas nécessaire que la volonté du donateur soit explicite (1).

Cette manière de voir est exacte. Il est bien certain qu'une donation mobilière ne tombe pas en communauté, si le donateur a voulu qu'elle reste propre à l'époux donataire. Or, le contrat d'assurance passé par le futur époux au profit de la future épouse confère à celle-ci un droit direct de créance contre la Compagnie. L'intention du futur époux a été manifestement de faire à la bénéficiaire une libéralité qui lui demeure propre.

Toutefois l'application de l'article 1401 pourrait soulever ici une difficulté, ce texte ne prévoit exactement, en effet, qu'une donation faite au cours du mariage ; or, dans notre hypothèse, la libéralité est antérieure au mariage, puisqu'elle date du jour même du contrat d'assurance.

Mais cette objection peut être facilement écartée. Il s'agit de savoir ce qu'il faut entendre par cette expression de l'article 1401 « qui échoit au cours du mariage ? » Vise-t-elle uniquement les titres d'acquisition qui se placent pendant la durée du mariage ? Nous ne le croyons pas. Et le sens grammatical du mot échoir indique bien plutôt qu'il est question de la rentrée des fonds dans la communauté. Dès lors, il importe peu que l'assurance ait été contractée antérieurement au mariage. Il suffit que le bénéfice de l'assurance soit recueilli par la femme au cours du

(1) Zachariæ Massé et Vergé, t. IV, § 640, p. 70 ;

Rodière et Pont, t. I, n° 544 ;

Contrà : Laurent, t. XXI, n° 276.

mariage pour qu'on se trouve en présence d'une donation demeurant, par la volonté même du donateur, propre à l'époux donataire.

SECTION II

Assurances contractées au cours du mariage par le mari

§ I

Lorsque durant le mariage, le mari contracte une assurance à son profit ou à son ordre, sans qu'il désigne ultérieurement un bénéficiaire, le bénéfice du contrat tombe dans la communauté légale ou dans la communauté d'acquêts. Ce bénéfice est présumé être un gain des époux ou un produit de leurs revenus. Les conditions d'application des articles 1401, § 2, et 1498 se trouvent ici réunies (1).

Mais il importe d'insister quelque peu sur ce point. Il est incontestable qu'à part le cas de remploi, un époux commun en biens n'a pas la faculté de se créer à lui-même des propres pendant le mariage (2). Cela étant, il est facile de déterminer les conditions auxquelles le bénéfice

(1) Cass., 15 décembre 1873, Sirey, 1874, 1. 191 ;

Pontarlier, *Journal des assurances*, 1871, 7. 14 ;

Laurent, t. I, n° 235 ;

Guillouard, t. I, n° 378 ; Huc, t. IX, n° 387.

(2) Aubry et Rau, 4^e éd., p. 5, § 507.

de l'assurance contractée par le mari à son profit lui demeure propre. En premier lieu, il faut qu'il paie les primes de cette assurance avec de l'argent pris sur ses biens propres. En outre, il faut qu'il satisfasse aux formalités exigées par l'article 1433 du Code civil pour la validité du remploi.

Quand le bénéfice de l'assurance sera ainsi devenu propre à l'époux assuré, il pourra en reprendre le montant, à titre de propre, lors de la dissolution de la communauté, si celle-ci l'a encaissé.

Ces solutions découlent naturellement de l'application des principes généraux.

§ II

Lorsque l'assurance est souscrite par le mari au profit de son épouse, au moyen des deniers de la communauté, doit-on décider que le bénéfice de cette assurance sera propre à l'épouse ou qu'il tombera dans la communauté?

On sait que cette forme d'assurance est très répandue. Prévoyant une fin prématurée ou un revirement de la fortune, le mari veut ainsi réserver à son épouse une somme indépendante de la consistance de la communauté.

Son intention sera réalisée si l'on décide que le bénéfice de l'assurance ne tombe pas dans la communauté. En

effet, comme le dit en d'excellents termes M. Levillain (1) :

« Si le produit de l'assurance fait partie de l'actif commun, la femme n'y pourra rien prétendre en cas de renonciation à la communauté ; de plus, même en cas d'acceptation, elle ne pourra se le faire attribuer que pour moitié, ou si elle le perçoit en totalité, elle devra au moins l'imputer sur sa part dans la masse commune ; enfin elle ne sera jamais admise à en toucher le montant qu'après le paiement intégral des dettes du mari et de la communauté.

« Au contraire, si la créance contre l'assureur appartient en propre à la femme, celle-ci pourra en réclamer le bénéfice, alors même qu'elle renoncerait à la communauté, d'un autre côté, soit qu'elle renonce, soit qu'elle l'accepte, elle en prendra le montant total sans être tenue de l'imputer sur sa part dans l'actif commun ; en troisième lieu, elle recueillera le capital de l'assurance à l'exclusion des créanciers de son mari et de la communauté. »

Est-il possible de réaliser l'intention du mari ?

Comment admettre qu'avec des biens communs le mari puisse constituer un propre à sa femme ? Les articles 1401 et 1498 semblent s'y opposer et, en outre, l'article 1395 proclame l'immutabilité des conventions matrimoniales.

Or, la constitution d'un propre à l'épouse au moyen d'une assurance faite par le mari modifie ces conventions,

(1) Note au Dalloz, 1879, 2. 25.

puisque cette constitution a pour effet d'attribuer à la femme une valeur, qui, sous les régimes de communauté, devrait faire partie de l'actif commun.

Cependant ces objections peuvent être écartées, ainsi que nous le montrerons.

De nombreux arrêts admettent que le bénéfice de l'assurance contractée par le mari au profit de sa femme demeure propre à celle-ci (1).

De ces arrêts, il résulte que, si, en principe, pendant la durée de la communauté, il ne peut être constitué aucun propre en dehors des stipulations du contrat de mariage, le mari a cependant la faculté de le faire au profit de sa femme, à l'effet d'abord, de la remplir de deniers à elle propres entrés en communauté, sauf récompense (art. 1595), où bien encore, en disposant en sa faveur des effets mobiliers de la communauté comme au profit de toute autre personne (art. 1422).

La plupart des auteurs admettent la même solution (2).

De son côté, le projet de loi précité déclare, dans le premier alinéa de l'article 63, que : « le bénéfice de l'assu-

(1) Caen, 14 mars 1876. D. P. 77. 2. 131.

Cass., 9 mai 1881. D. P. 82. 1. 97.

Nancy, 21 janvier 1882. D. P. 82. 2. 464.

Douai, 16 janvier 1897. D. P. 97. 2. 440.

Nancy, 16 mars 1901. *Répert. Defrénois*, 1901, p. 417.

Tribunal Auxerre, 23 mars 1908. *Répert. Defrénois*, 1908, p. 699.

(2) Marcadé, 6^e éd., t. I, p. 611 ;

Huc, t. IX, n^o 88 ;

Garnier, *Répertoire général de l'enregistrement*, n^o 3329.

« rance contractée par un époux commun en biens en
« faveur de son conjoint constitue un propre pour
« celui-ci. »

Dans son exposé des motifs, M. Lyon-Caen explique ainsi cette solution : « Les biens mobiliers acquis aux
« époux font partie de l'actif commun, mais à cette règle
« une exception est faite pour les biens donnés à un con-
« joint, sous la condition qu'ils lui demeureront propres
« (art. 1401, § 1). On peut admettre qu'il en est ainsi des
« droits acquis à un conjoint en vertu d'une assurance sur
« la vie faite à son profit, s'il résulte des circonstances que
« l'intention de l'assuré a été de faire du droit au capital
« assuré un propre. Cette intention est rendue évidente
« par la désignation même du conjoint comme bénéficiaire
« déterminé. »

Comment est-il donc possible d'échapper aux objections tirées des articles 1401 et 1395 ?

Un certain nombre d'auteurs ont déclaré, dans ce but, que le droit de la femme ne naît qu'à la dissolution de la communauté. « Ne serait-il pas exact de penser, disent
« MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville (1),
« que le droit de créance pour le bénéficiaire ne prend pas
« naissance pendant le mariage, mais seulement à une
« époque où il n'y a plus de communauté, c'est-à-dire au
« décès du stipulant. »

Cette théorie cherche à concilier l'article 1395 avec la

(1) *Op. cit.*, t. I, p. 227.

solution désirée. Mais elle repose, en réalité, sur une confusion entre le droit au capital assuré et le capital lui-même. D'ailleurs, elle est en pleine contradiction avec la solution de la jurisprudence, d'après laquelle la stipulation faite par le mari en faveur de la femme fait naître, au profit de celle-ci, un droit au capital assuré dès le jour de la formation du contrat. Sans doute, le paiement du capital souscrit est subordonné à l'échéance d'un terme : la mort du mari avant la femme. Mais ce terme ne suspend point l'engagement, il en retarde seulement l'exécution (art. 1185). Le contrat existe donc dès l'origine et, par suite, on n'échappe pas à l'article 1395.

Aussi, un certain nombre d'auteurs ont-ils préféré se soustraire aux articles 1395 et 1401 en faisant rentrer le bénéfice de l'assurance dans une exception à la règle qui veut que toutes les acquisitions mobilières faites par les époux après la célébration du mariage tombent en communauté. M. Clément (1) fait entrer le bénéfice de l'assurance dans l'exception formée par les rentes ou pensions que la loi déclare incessibles et insaisissables. Son motif est que l'assurance sur la vie au profit de la femme présente un caractère alimentaire. M. Mornard (2), reprenant ici la conception de l'assurance-indemnité, considère l'indemnité de l'assurance comme subrogée à la vie du souscripteur. L'homme est un capital et ce capital est un

(1) Thèse, Paris, p. 82.

(2) *De la nature de l'assurance sur la vie*, p. 258.

propre ; la somme versée par la Compagnie doit donc être un propre.

En admettant que cette théorie put être acceptée, le capital de l'assurance serait bien un propre, mais, au lieu d'être propre dans le patrimoine de la femme, il serait propre dans le patrimoine du mari.

Un auteur a même été jusqu'à comparer le mari à un bâtiment assuré par la femme et qui serait détruit par un incendie (1). La Compagnie paierait à la femme l'indemnité du sinistre et cette indemnité, représentant un propre de la femme, serait elle-même un propre de la femme.

La vérité est que l'assurance-vie est une exception rentrant dans l'ensemble des objets donnés à l'un des époux avant ou pendant le mariage, à condition qu'ils n'entrent point en communauté. D'après l'article 1422, le mari peut, à certaines conditions, disposer gratuitement des biens de la communauté.

D'autre part, l'article 1401 comporte cette restriction : « si le donateur n'a exprimé le contraire ». Or, dans le cas d'assurance-vie, l'intention du mari souscripteur est parfaitement connue. Ce qu'il a voulu, c'est venir en aide à sa femme dans les dépenses qu'entraînera son veuvage, c'est qu'elle puisse, grâce à l'assurance, continuer à tenir son rang dans la société et élever convenablement leurs enfants communs.

Il n'y a, en outre, aucune raison de ne pas appliquer

(1) Dubois, *Journal des assurances*, 1886, p. 227, 489, 529, 547.

l'article 1401 dans les rapports des époux eux-mêmes. Ce texte parle du donateur, sans y ajouter aucune restriction.

Quant à l'article 1395, consacrant l'immutabilité des conventions matrimoniales, il comporte des exceptions (1). Or, parmi ces exceptions, il en est une qui résulte de l'article 1422, permettant au mari de disposer à titre gratuit des biens mobiliers compris dans la communauté, à condition qu'il ne fasse pas une donation à titre universel et qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit. Ce texte dit : « au profit de toutes personnes. » Par suite, nous devons admettre ce droit du mari aussi bien au profit de la femme qu'au profit de tiers quelconques.

Aussi concluerons-nous que l'intention du mari, titulaire d'une police d'assurances sur la vie, souscrite au profit de sa femme, peut parfaitement être remplie, en ce sens, qu'une telle stipulation crée au profit de la femme bénéficiaire un droit direct et personnel au capital assuré et que la femme acquiert ce capital à titre de propre. Si l'on faisait rentrer ce capital dans le patrimoine de la communauté, ce serait admettre que le mari peut reprendre d'une main ce qu'il donne de l'autre.

§ III ~

Nous avons supposé précédemment que l'épouse recevrait à titre gratuit le bénéfice de l'assurance contractée à

(1) Art. 1437, 1595 et 1422.

son profit par le mari. Mais il peut arriver exceptionnellement qu'elle recueille ce bénéfice à titre onéreux. C'est ce qui arrive, par exemple, si le mari l'a gratifiée d'une assurance afin de lui rembourser ses reprises.

La validité de ce procédé de règlement a été contestée. Les articles 1470 et suivants ne prévoient le règlement des reprises que lors de la dissolution de la communauté. Cependant, il a été admis (1) que le mari peut, par avance, pourvoir au remboursement des reprises de sa femme au moyen d'une assurance sur la vie.

Au contraire, une solution de la régie du 4 avril 1878 n'admet cette manière d'agir que sous une réserve (2). Elle déclare que : « le capital assuré devra rester en dehors des
« prélèvements, si les valeurs existant dans la commu-
« nauté au jour de sa dissolution suffisent à l'exercice des
« reprises des deux époux ; mais, lorsque les biens existants
« au décès présentent une valeur inférieure à celle des
« reprises, on peut admettre que l'exercice des reprises
« se trouve représenté jusqu'à due concurrence par la
« somme que les époux ont acquise de la compagnie d'as-
« surances ».

Cette distinction est établie dans l'unique but de soumettre le bénéfice de l'assurance au paiement des droits de mutation. Mais elle n'est nullement juridique. La solution doit être la même, peu importe que la communauté

(1) Couteau, *Traité des assurances sur la vie*, n° 77.

(2) Garnier, *Répertoire*, V° Reprises, n° 429.

soit solvable ou non. Si l'on admet que la souscription d'une assurance est un mode valable de paiement des reprises, il en résulte que le bénéfice de l'assurance ne tombera pas dans la communauté, car, ce qui fait l'objet d'un paiement tombe dans le patrimoine du créancier. Ici, le créancier est la femme ; c'est donc dans son patrimoine que tombera le bénéfice de l'assurance.

SECTION III

Le bénéfice de l'assurance contractée par deux époux au profit du survivant tombe-t-il dans la communauté ?

§ I

Il convient d'abord d'examiner les conditions de forme de cette double assurance. Plusieurs moyens s'offrent aux conjoints qui veulent souscrire une telle assurance. Ils peuvent d'abord réaliser ce contrat par deux polices séparées, qu'ils peuvent souscrire, la femme avec l'autorisation du mari, le même jour à la même Compagnie. Aucune difficulté ne se présente dans ce cas. Les deux assurances ont chacune leur vie propre et autonome ; elles produisent chacune leurs effets particuliers (1). Mais ce procédé présente un inconvénient, c'est que les primes ne peuvent subir aucune réduction.

Un autre procédé est possible. L'intention formelle des

(1) Amiens, 4 août 1898. Dalloz, 1902, 2. 24.

deux époux est que, quel que soit celui qui prédécède, il soit assuré de laisser son conjoint dans l'aisance. Or, ce but pourrait être réalisé par une seule assurance, souscrite, par exemple, par le mari au profit de sa femme et dans laquelle il se désignerait lui-même comme bénéficiaire, à défaut de sa femme. De cette manière le survivant recueillerait toujours le bénéfice du capital assuré.

Mais cette assurance ne pourrait produire tous les effets que produirait une assurance contractée conjointement par les deux époux. Il est certain que le survivant recueillera toujours un capital. Mais les primes seront à la charge d'un seul époux et elles seront vraisemblablement moins fortes que si elles étaient à la charge des deux conjoints, par suite le capital assuré sera lui-même moins élevé. D'autre part, sous un régime de communauté, le capital reviendra en propre à l'époux bénéficiaire, si le souscripteur prédécède ; s'il survit, l'époux souscripteur verra ce capital tomber en communauté, parce qu'un époux n'a pas le droit de se constituer des propres à lui-même pendant le mariage.

Cependant l'intention évidente des conjoints a été que le survivant recueille intégralement le capital assuré à titre de propre.

Mais un autre moyen se présente aux époux. C'est celui de l'assurance conjointe par laquelle les époux assurent, au survivant d'eux, un capital désigné, et qui sera généralement plus élevé que celui qui aurait été obtenu par le précédent moyen, tout en payant une prime qui, toutes proportions gardées, sera plus faible.

Une telle convention est-elle valable ?

On l'a parfois contesté. Ce contrat fait par la même police contient, dit-on, deux assurances. L'une par le mari au profit de la femme, l'autre par la femme au profit du mari.

Si l'on admet que chacun de ces contrats constitue une libéralité de l'un des époux vis-à-vis de l'autre, il faut admettre que dans l'assurance au profit du survivant des deux conjoints, il y a une libéralité réciproque. Dès lors, nous nous trouvons en présence de l'article 1097 du Code civil d'après lequel « les époux ne pourront, pendant le « mariage, se faire aucune donation mutuelle et réciproque « par un seul et même acte. »

Afin d'éviter la nullité encourue du fait de ce texte, certains auteurs ont voulu voir, dans la double assurance dont il s'agit, un contrat à titre onéreux. Suivant eux, la cause de la donation de l'un est la donation de l'autre et réciproquement : « Les époux qui ont traité en faveur « du survivant, dit M. Lefort (1), ont concouru à une opé- « ration d'assurance qui leur a été inspirée par un senti- « ment semblable et réciproque. L'assurance est unique ; « les deux époux y ont pris part.

« Dans quelle intention ? En se plaçant à l'époque du « contrat et sans attendre l'événement du décès, on doit « reconnaître que chaque époux songeait à son intérêt, « avait la perspective d'un bénéfice à retirer du contrat.

(1) Lefort, *Traité juridique et pratique de l'assurance sur la vie*, t. II, p. 375.

« Il est bien certain que l'on ne peut faire abstraction des
« sentiments généreux qui existaient chez les époux, de
« la volonté de chacun de procurer à son conjoint survi-
« vant une existence convenable, mais les éléments d'une
« double donation n'apparaissent pas... Dans le contrat
« dont il s'agit actuellement, tout est commun entre les
« parties ; le résultat poursuivi est le même ; la contribu-
« tion de chacune des parties est égale ; la somme desti-
« née au survivant est l'objet unique d'une dette con-
« tractée par la Compagnie. On ne peut dire que cette
« somme promise par la Compagnie sorte plutôt de l'un
« que de l'autre des patrimoines des époux. Il paraît
« difficile de découvrir et de séparer les éléments des
« deux libéralités : l'opération est une opération indé-
« composable de sacrifice mutuel et de prudence com-
« mune. »

Cette manière de voir évite manifestement la difficulté présentée par l'article 1097. Mais correspond-elle vraiment à la réalité des choses ? Nous ne le pensons pas. Car les deux époux, en employant ce moyen de l'assurance conjointe, n'ont pas eu pour but de risquer de se voir attribuer tout le capital en cas de survie, en s'exposant à perdre leur part personnelle au cas de prédécès. Ils ont voulu se faire une libéralité, et ils ont employé, pour parvenir à leurs fins, le procédé qui leur donnait le maximum de résultat avec la moins grande dépense.

En outre, le système en question ne correspond pas aux intentions des parties. Il est bien certain que les deux

époux ont voulu que le survivant touche le capital à titre de propre. En admettant que le contrat soit à titre onéreux, on fait tomber le bénéfice de l'assurance dans la communauté, ainsi que toutes les acquisitions faites à titre onéreux pendant le mariage, et, par conséquent, les héritiers de l'époux prédécédé pourront venir en réclamer la moitié.

Aussi semble-t-il préférable de voir réellement, dans l'assurance conjointe, une double libéralité : la première par la femme au mari, la deuxième par le mari à la femme, et ces donations faites toutes les deux sous la condition résolutoire de la survie du bénéficiaire. Si c'est, par exemple, la femme qui meurt, l'assurance qui avait été faite en sa faveur par le mari sera rétroactivement annulée et sera censée n'avoir jamais existé, tandis que l'assurance faite par la femme au profit du mari produira son plein effet.

L'article 1097 contient une règle de forme destinée à empêcher toute entrave à la liberté de révocation des donations entre époux. Si l'on a voulu que ces donations soient faites par actes séparés, c'est pour que chaque époux conserve entièrement la liberté de révoquer les donations qu'il aurait faites et ne soit pas empêché d'exercer son droit par la crainte qu'il aurait de perdre à son tour le bénéfice de la donation à lui faite par son conjoint. Cette règle est analogue à celle qui est édictée dans l'article 931 et qui veut que tous les actes de donation soient passés devant notaire, afin qu'il en reste trace et que l'application

des règles de la réserve soit possible. Néanmoins, l'article 931 n'est pas un obstacle à la validité des donations indirectes. La même observation vaut en ce qui concerne l'article 1097. C'est une règle de forme qui ne doit pas empêcher la validité des donations indirectes entre époux. Or, l'assurance sur la vie entre conjoints constitue une donation indirecte, l'article 1097 ne doit donc pas s'appliquer et l'assurance conjointe de deux époux au profit du survivant peut parfaitement se réaliser dans une seule et unique police.

La validité d'une telle convention est depuis longtemps reconnue par la jurisprudence. C'est ainsi que, dans une affaire Théodat, où existait une assurance semblable à celle que nous examinons actuellement, le Tribunal de Cambrai, le 26 août 1875, avait déclaré que cette assurance ne pouvait constituer une stipulation pour autrui régie par l'article 1121 : « parce qu'aux termes de l'article 1097, les « époux ne peuvent, pendant le mariage, se faire aucune « donation mutuelle par un seul et même acte (1). » Mais, sur appel, la Cour de Douai infirme, le 31 janvier 1876, ce jugement (2). La Cour de cassation, par arrêt du 28 mars 1877 rejeta un pourvoi, dirigé contre cet arrêt (3).

L'article 64 du projet de loi a pour objet de trancher cette question en décidant que : « les époux peuvent con-

(1) *Journal des notaires*, 1876, p. 402.

(2) *Journal des assurances*, 1876, p. 402.

(3) *Journal des assurances*, 1877, p. 327.

« tracter deux assurances réciproques sur la tête de chacun d'eux par un seul et même acte. »

Abordons maintenant la question de l'attribution du bénéfice de l'assurance contractée par deux époux au profit du survivant, sous le régime de la communauté.

§ II

Avant de résoudre cette question, il faut analyser cette assurance. La situation est complexe, il y a deux bénéficiaires possibles et il peut sembler que ni l'un ni l'autre ne fait une libéralité à son conjoint; chacun abandonne, pour le cas où il prédécéderait, sa part dans le bénéfice de l'assurance, en échange du droit de la totalité de ce bénéfice, s'il survit à son conjoint. Il faudrait alors appliquer les textes du Code civil qui décident que toutes les acquisitions faites à titre onéreux par les époux mariés sous les régimes de communauté, tombent dans la communauté.

Cependant, la Cour de cassation n'a pas admis qu'il y ait dans l'assurance de survie un contrat essentiellement à titre onéreux. Par l'arrêt du 28 mars précité (1), elle décide, dans une espèce où la femme était survivante : « que de l'alternative prévue par le contrat, était résulté « pour chacun des époux, un droit éventuel à la somme « assurée, soumis en même temps à la condition suspensive « de sa propre survie et à la condition résolutoire du pré-

(1) D. P. 77. 4. 241, § 77, 2. 33, note de M. Lyon-Caén.

« décès de son conjoint, que la branche de l'alternative
« favorable à la femme s'étant réalisée par le prédécès du
« mari, le droit éventuel de ce dernier avait été résolu et
« celui de la femme survivante avait été, au contraire rendu
« définitif par l'accomplissement de la condition suspen-
« sive à laquelle il était soumis, que, par suite, les droits de
« la veuve devaient être réglés comme si l'assurance avait
« été contractée par le mari seul sur sa propre vie et au
« profit de sa femme survivante. »

De cette analyse, il semble résulter que l'assurance de survie peut être considérée, tantôt comme un contrat à titre onéreux, tantôt comme un contrat à titre gratuit, de même que l'assurance souscrite par un époux au profit de son conjoint sans réciprocité. Comme dans cette dernière assurance, il y a là une question de fait à résoudre.

Depuis 1877, de nombreuses décisions de la jurisprudence ont admis le système de la Cour de cassation (1).

Généralement, il résultera des circonstances que les époux ont agi avec une intention libérale réciproque : « La
« preuve que les époux n'ont point voulu faire une affaire,
« une convention à titre onéreux et aléatoire résultera
« presque toujours de ce que les primes versées à la Com-
« pagnie d'assurances sont prélevées sur l'actif de la com-
« munauté et que les deux époux contribuent pour moitié
« chacun à les acquitter ; que celui qui survivra quel qu'il
« soit touchera, au décès de l'autre, la même somme

(1) Seine, 16 février 1882. *Journal des assurances*, 1882, p. 488. Lyon 27 décembre 1887, § 88, 2. 211.

« d'argent, alors cependant qu'ils sont d'âge différent, ne
« jouissent point de la même santé, que les chances de
« survie sont loin d'être égales pour chacun d'eux » (1).

Quand il sera ainsi établi que les époux ont voulu se faire une libéralité, il deviendra possible d'admettre que le bénéfice du contrat sera propre au survivant, en vertu des articles 1422 et 1401, § 1, tout comme s'il s'agissait d'une assurance en cas de décès, souscrite par l'époux prédécédé au profit du survivant.

§ III

Quelquefois, il pourra résulter des circonstances que les époux ont voulu faire une opération à titre onéreux, en contractant une assurance de survie ; qu'ils n'ont point eu d'intention libérale. Il devient alors impossible d'appliquer les articles 1422 et 1401, § 1 *in fine*. Doit-on cependant décider que le bénéfice de cette assurance tombera dans la communauté au lieu de demeurer propre au survivant ?

M. Labbé ne l'admet pas ; dans une note au Sirey, 77. 1. 393, il déclare que les époux communs peuvent toujours, « avec l'argent de la communauté, servir un intérêt propre
« un intérêt de sa nature placé en dehors de la commu-
« nauté. »

(1) M. Pinchon, Président du Tribunal civil de Morlaix. *Revue critique*, mai 1900, p. 303.

Et, sous l'arrêt rendu par la Cour de Rennes, le 9 février 1888 (S. 89. 2. 121), il précise son opinion dans les termes suivants : « Quand, durant la communauté, se fait une opération qui pourrait être faite au profit de la communauté, l'un des époux ne peut la faire à son profit exclusif. Mais cette règle suppose que l'opération, par sa nature, pourrait être faite au profit de la communauté. La loi défend qu'un époux fasse, pour soi, une opération qu'il pourrait faire pour la caisse communale. »

Il est certain, en effet, que l'assurance de survie a un but essentiellement indépendant de la communauté, qu'elle ne peut être contractée que dans l'intérêt propre du veuf ou de la veuve après la dissolution de la communauté.

En conséquence, il semble permis d'admettre que le bénéfice de l'assurance de survie contractée à titre onéreux ne tombe pas dans la communauté, mais demeure propre au survivant (1).

Cette solution se justifie aussi bien au point de vue juridique que par la considération de l'intention des contractants.

Sans doute le législateur a voulu que les époux qui consentaient à être communs en biens, fissent concourir, à ce

(1) En ce sens : Ruben de Couder sous l'arrêt de Caen du 6 novembre 1884 ; Sirey, 83. 2. 33 ;

Pinchon précité ;

Lefort, *op. cit.*, t. II, p. 383.

but unique de prospérité commune, tous leurs efforts. Mais cette règle ne doit pas être exagérée. Son exagération empêcherait de pourvoir à la sécurité de la femme survivante. Si le capital promis par la Compagnie à la femme, le cas échéant, devait être versé dans la communauté et, si la communauté était mauvaise, la femme y renonçant perdrait l'émolument de l'assurance pour le temps de survie et de veuvage. Il est raisonnable de supprimer tous les obstacles capables de contrarier la combinaison qui remédie aux conséquences funestes de la mort ; il suffit que l'avantage fourni par l'assurance en cas de décès soit constitué par l'assureur au moyen du calcul des chances courues et sur les réserves obtenues par le fruit des primes, grâce à la mutualité des assurés. Or, cette condition est remplie quand la femme survivante a le secours qu'elle a espéré recevoir de l'assureur sur les ressources créées par l'assurance. Seule la femme a donc un droit sur le capital assuré. Seule elle doit recevoir la somme portée au contrat, lorsqu'elle figure elle-même à la stipulation, et sans que, dans aucune éventualité, le mari intervenant exclusivement pour l'autorisation, ou ses héritiers, puissent réclamer quoi que ce soit.

SECTION IV

Assurances contractées par la femme

§ I

Lorsque la femme s'est fait autoriser par son mari, le contrat d'assurances qu'elle souscrit est pleinement valable et produira les mêmes effets que le contrat souscrit par le mari lui-même (1).

En cas d'assurance de survie souscrite par une seule police, l'autorisation du mari est implicite, elle résulte de son concours à l'acte en vertu de l'article 217 du Code civil.

Si la femme ne se fait point autoriser pour une assurance qu'elle contracte seule, il semble, d'après les règles du Code civil, que l'assurance ainsi contractée puisse être annulée à la demande du mari, de la femme, ou de leurs héritiers.

D'après deux arrêts rendus par la Cour de Caen, les 6 décembre 1881 et 21 mars 1887, la sanction de l'irrégularité commise par la femme ne sera pas l'annulation du contrat d'assurance ; il arrivera seulement que le contrat tombera dans la communauté ; soit que l'assurance ait été contractée par la femme à son profit ou au profit d'un tiers.

(1) Paris, 26 novembre 1878. D. P. 72. 2. 152.

Même lorsque l'assurance a été contractée par la femme non autorisée au profit de son mari, le bénéfice du contrat devra tomber en communauté. La jurisprudence n'a pas admis que le mari pouvait couvrir l'irrégularité commise par son épouse, en déclarant qu'il acceptait le bénéfice du contrat (1).

En admettant que le contrat d'assurance n'était pas annulable, mais seulement que son montant tomberait dans la communauté, les tribunaux se sont inspirés de considérations de fait. Cette solution, en effet, supprime, sans grands inconvénients, la difficulté d'une liquidation longue et compliquée, où les assurés risqueraient d'être lésés par les Compagnies d'assurances.

Depuis plusieurs années d'ailleurs, ces questions relatives à l'autorisation maritale, ne se posent plus devant les tribunaux, parce que les Compagnies d'assurances ne consentent plus à traiter avec des femmes mariées non autorisées.

§ II

Dans le contrat d'assurance sur la vie passé par une femme non autorisée au profit de son mari, il nous faut faire une mention particulière de la femme qui a une source d'activité propre et à laquelle le travail procure des ressources.

(1) Paris, 3 mars 1891. D. P. 91. 2. 135.

La loi du 13 juillet 1907 a accordé à l'épouse certains droits propres sur les bénéfices qu'elle retire de son travail. L'article premier de cette loi dispose que : « sous tous
« les régimes et à peine de nullité de toute clause con-
« traire portée au contrat de mariage, la femme a, sur
« les produits de son travail personnel et les économies en
« provenant, les mêmes droits d'administration que l'ar-
« ticle 1449 du Code civil donne à la femme séparée de
« biens. Elle peut en faire emploi en acquisitions de
« valeurs mobilières ou immobilières. Elle peut, sans l'au-
« torisation de son mari, aliéner à titre onéreux les biens
« ainsi acquis. »

L'article 1449, visé dans ce texte, déclare que la femme peut disposer de son mobilier et l'aliéner,

Quelle va être la conséquence de ces dispositions à l'égard de la femme qui veut contracter une assurance sur la vie ?

En premier lieu, il est bien certain que si les primes doivent être payées sur les biens qu'elle acquiert par son travail, le contrat d'assurance sera valable, car elle a la libre administration de ses biens d'après l'article 1449 du Code civil et l'article premier de la loi du 13 juillet 1907 ajoute qu'elle peut, avec ses biens, acquérir des valeurs mobilières. Or, le capital souscrit est bien une valeur mobilière. Mais que décider lorsque nous nous demandons si la femme a le droit de désigner son mari comme bénéficiaire de son contrat ?

Sans doute si la cession du bénéfice est faite à titre oné-

reux, dans un des cas prévus par l'article 1595, il faudrait décider que la femme peut, sans l'autorisation du mari, aliéner, à titre onéreux, les biens qu'elle a acquis avec les ressources de son travail.

Mais si elle veut faire une libéralité à son mari, nous croyons que l'on devra exiger l'autorisation de celui-ci. Car, si elle peut aliéner à titre onéreux, le texte ne dit pas qu'elle puisse aliéner à titre gratuit.

« C'est reconnaître à la femme mariée, exerçant un
« travail personnel, dit M. Lefort (1), la possibilité de
« souscrire un contrat de capital ou de rente différée à son
« profit, ou au bénéfice de sa succession, de recourir à
« l'assurance comme mode de garantie. C'est admettre en
« principe pour la femme mariée le pouvoir de percevoir,
« sous sa seule signature et sans aucune autorisation, le
« capital constitué librement par elle au moyen d'un con-
« trat d'assurance. Certes, la liberté n'est pas complète du
« moment que le retrait peut en être effectué dans des
« conditions particulières et, d'autre part, de ce que la
« loi du 13 juillet 1907 ne statue que pour les contrats à
« titre onéreux, il suit que le droit commun reprend sa
« force pour les contrats souscrits au profit d'un tiers
« quand ils ont le caractère de libéralité. Mais la réforme
« n'en est pas moins réelle. »

En définitive, si la femme, d'après la loi du 13 juillet 1907, peut valablement souscrire seule un contrat d'assu-

(1) *L'assurance-vie et la Cour de Cassation en 1907*, p. 7.

rance sur la vie, elle ne peut, à l'aide de ce contrat, faire une libéralité.

Si elle veut parvenir à ce but, il lui faudra l'autorisation de son mari, quand même c'est ce dernier qui devrait être bénéficiaire.

SECTION V

Divers régimes de communauté

Le Code civil, dans son article 1497, énumère huit clauses modificatives de la communauté légale. La plupart de ces stipulations ne présentent aucun intérêt pour notre matière. Telles sont les clauses d'ameublement, d'exclusion des dettes antérieures au mariage, de parts inégales dans le partage de communauté et, enfin, celle par laquelle il est convenu que la femme reprendra ses apports francs et quittes.

Mais il y a lieu de s'occuper, dans notre ordre d'idées, du régime de la communauté réduite aux acquêts, de la clause de réalisation, de celle de préciput et de la communauté universelle. Avec ces diverses clauses, quel sera le sort de l'assurance souscrite par un époux au profit de son conjoint?

En ce qui concerne la communauté réduite aux acquêts, si l'on admet le droit propre *ab initio* de l'époux bénéficiaire au capital assuré, on doit reconnaître que ce bien appartiendra au conjoint de l'assuré à titre direct et per-

sonnel. En effet, le régime de la communauté d'acquêts, s'il restreint le patrimoine commun, le laisse cependant subsister et le mari, ou la femme autorisée par son mari, ont, sur les valeurs mobilières de ce patrimoine les mêmes droits de disposition qu'ils auraient sous le régime de la communauté légale.

Que convient-il de décider en présence d'une clause de réalisation? Aux termes de l'article 1500, les époux peuvent exclure de la communauté leur mobilier présent et futur. Si, par une clause du contrat de mariage, ils ont exclu leur mobilier futur, il est évident que le capital souscrit dans la police d'assurances demeurera propre à l'époux bénéficiaire.

Quant au préciput conventionnel, il est régi par les articles 1515 et suivants du Code civil. Aux termes de l'article 1516, ce n'est pas une donation, mais une simple convention de mariage. Ordinairement, il consiste à déclarer que, lors de la dissolution de la communauté, l'un des époux ou ses représentants prendront, avant tout partage, quelque chose de la communauté : soit une somme d'argent, soit des meubles, soit des immeubles, soit même un droit d'usufruit et que ce qu'ils prendront ainsi ne sera pas déduit du montant de leurs droits dans la communauté.

En se mariant, les époux pourraient convenir que, si l'un d'eux est bénéficiaire d'une assurance sur la vie souscrite à son profit par son conjoint ou par lui-même sur la tête de son conjoint, il prendra, à titre de préciput, le béné-

fice de cette assurance. Sauf pour le cas d'une assurance souscrite par le survivant à son profit sur la tête de son conjoint, la clause de préciput n'offrirait vraiment pas d'avantage.

Enfin, quel sera le sort du bénéfice d'une assurance sous un régime de communauté universelle, c'est-à-dire sous un régime stipulant une communauté de tous les biens présents ou futurs? Il semblerait que le capital assuré devrait toujours tomber dans la communauté, puisque, sous ce régime, les époux ne peuvent avoir de propres. Néanmoins, il est admis que la communauté universelle ne peut comprendre les biens qui seraient donnés à l'un des époux avec la stipulation que ces biens ne tomberaient pas dans la communauté. Par suite, si l'époux souscripteur a voulu gratifier son conjoint à titre de propre, il a pu le faire. Sous ce régime, la question du droit propre et personnel du bénéficiaire se réduira donc à une question d'intention de l'époux souscripteur.

CHAPITRE DEUXIÈME

Des récompenses dues à la communauté

Il ne peut être dû de récompense à la communauté, à l'occasion du contrat d'assurances sur la vie, lorsque le bénéfice du contrat appartient à la communauté.

Pour qu'une récompense puisse être due, il faut supposer des hypothèses où le bénéfice de l'assurance ne tombe pas dans la communauté et que, néanmoins, celle-ci ait payé tout ou partie des primes.

SECTION I

Assurance constituée par un futur époux à son profit personnel ou à son ordre

Lorsque l'un des époux a souscrit avant son mariage une police d'assurances à son profit, ou à son ordre, sans désignation ultérieure d'un bénéficiaire, nous avons admis, dans le chapitre précédent, que le bénéfice de ce contrat ne tombe pas dans la communauté d'acquêts, quoique les

primes échues depuis le mariage soient payées par la communauté.

A la dissolution de la communauté, une récompense est due, il y a lieu d'appliquer l'article 1437 du Code civil qui est conçu en des termes très larges : « généralement, « toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense. »

Quel sera le montant de cette récompense ?

Suivant un jugement du Tribunal civil de la Seine (1), il faut, pour régler le montant de la récompense, se baser, dans cette hypothèse, sur la valeur de rachat de la police.

D'après ce jugement, si l'assurance vient à échéance au cours de la communauté, l'époux assuré reprendra, au jour de la dissolution de cette communauté, la valeur de rachat de la police au jour du mariage.

Au contraire, si l'assurance n'échoit pas au cours de la communauté, l'époux assuré conservera le montant de l'assurance, mais il devra faire récompense à la communauté de la différence entre la valeur de rachat de la police au jour du mariage et cette valeur au jour de la dissolution de la communauté.

Cette décision ne semble pas bien fondée parce que le montant de la police n'est attribué que, dans le deuxième cas seulement au bénéficiaire désigné, tandis que dans le premier cas, il devrait en être de même, puisque le bénéficiaire

(1) Seine, 11 décembre 1908. *Gazette des Tribunaux*, 25 avril 1909.

fice de la police ne cesse pas de lui être propre, quoiqu'il échoive au cours du mariage.

En outre, il convient de remarquer que cette notion de valeur de rachat ne correspond pas à la réalité ; elle est toujours de beaucoup inférieure à la valeur réelle de la police et aussi au montant des primes payées.

Doit-on cependant la rejeter en cette matière ?

Il semble plus conforme aux principes du Code civil, de régler la récompense due à la communauté d'après le montant des sommes par elle versées.

Mais un autre principe vient limiter la portée de cette dernière règle. D'après la Cour de cassation, le 4 août 1908 (S. 1909. 1), le montant de la récompense due par l'assuré à la communauté ne doit pas être supérieur à la somme qu'il retire de l'assurance.

Cette décision est conforme à la théorie générale de la Cour de cassation qui, s'appuyant sur la tradition (1) décide que, si le profit retiré par les époux donne lieu à récompense, c'est seulement jusqu'à concurrence de la plus faible des deux sommes représentant l'enrichissement de l'époux et les déboursés de la communauté (2).

Or, dans notre hypothèse, lorsque partie des primes a été payée par l'époux bénéficiaire avant le mariage et partie après le mariage par la communauté, il est difficile d'apprécier si le montant des primes payées par la communauté

(1) Pothier. *Traité de la communauté*, n° 636.

(2) Wahl. *Revue trimestrielle*, 1902, t. I, p. 71.

n'excède pas l'augmentation de valeur acquise par l'assurance au cours du mariage.

La notion de valeur de rachat, seule donne une base commode d'appréciation. Aussi, malgré son inexactitude, les tribunaux l'ont-ils prise en considération, avec raison semble-t-il. Mais son application doit être limitée à cette hypothèse. Quand toutes les primes auront été payées par la communauté, les textes du Code civil fournissent un meilleur mode d'évaluation des récompenses qui peuvent être dues à la communauté (articles 1437, 1438 et 1439).

SECTION II

Assurance contractée durant le mariage par le mari au profit de son épouse

§ I

Il semble qu'une récompense est due lorsqu'au moyen d'une assurance, le mari constitue durant le mariage une valeur propre à son épouse avec des sommes prélevées sur la communauté.

Cette récompense avec la théorie du droit direct, ne peut avoir pour objet le capital assuré ; s'il y a lieu à récompense, celle-ci ne peut porter que sur les primes payées à la Compagnie d'assurances.

De nombreux arrêts et plusieurs auteurs admettent

qu'une récompense est due sans s'accorder sur le montant de cette récompense (1).

D'après l'arrêt de la Cour de Nancy du 21 janvier 1902, la récompense ne serait pas de toutes les primes payées par la communauté, mais seulement de la moitié de ces primes. La femme bénéficiaire est, en effet, copropriétaire indivise de la moitié des primes versées et ne peut devoir de récompense. pour cette part, à condition toutefois qu'elle accepte la communauté, si elle la refuse, elle devra toutes les primes versées, suivant M. Pinchon.

La plupart des autres auteurs précités admettent, au contraire, que l'épouse bénéficiaire doit récompense du montant intégral des primes versées par la communauté, sans toutefois que cette récompense puisse excéder le capital assuré, conformément à l'arrêt de la Cour de cassation du 4 août 1908.

Et même, ils admettent qu'une dispense de récompense peut résulter des circonstances. C'est ce que décide également l'arrêt de la Cour de Nancy du 16 mars 1901. Il déclare que la femme bénéficiaire « est tenue de fournir à « la communauté la récompense des primes payées, à « moins que le mari n'ait expressément ou implicite-

(1) Paris, 30 avril 1874. Nancy, 31 janvier 1882 (s. 8. 3. 2. 35). Nancy, 18 février 1888. (s. 90. 2. 27). Nancy, 16 mars 1901 (s. 1902, 2. 7.). Nancy, 21 janvier 1902 (D. P. 1902, 2. 174). Amiens, 18 mai 1897 (s. 1901, 2. 12).

Labbé, note s. 91. 2. 185. Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 853. Dupuich, note D. 98. 2. 369. Pinchon, *Revue critique*, mai 1900, p. 316.

« ment entendu l'exonérer de cette charge... La femme
« doit la récompense lorsqu'à raison de la situation de
« fortune modeste des époux ou du peu d'importance de
« leurs bénéfices, les primes ont été non pas prélevées sur
« les économies des époux, mais sur le capital de la com-
« munauté, et, qu'il ne résulte nullement de la cause que,
« dans ces conditions, le mari ait eu l'intention de faire
« une libéralité à sa femme, en ce qui concerne les
« primes. »

Ainsi, pour que l'épouse soit dispensée de récompense, il faudrait que le mari ait voulu l'en dispenser, et, il ne peut y avoir de dispense implicite quand le mari a payé les primes avec le capital de la communauté.

Nous avons admis, dans le chapitre précédent, que la femme conservait comme propre le bénéfice de l'assurance contractée à son profit par le mari à titre gratuit, parce que celui-ci était réputé avoir implicitement voulu qu'il en soit ainsi.

En matière de récompense, la jurisprudence précitée superpose une deuxième présomption à la première, il faudra d'abord présumer que le mari a voulu que le bénéfice de l'assurance soit propre à l'épouse et ensuite présumer qu'il a voulu dispenser son épouse de toute récompense.

Il semble, au contraire, que la première présomption soit suffisante. Si on estime que le mari a voulu que le bénéfice de l'assurance soit propre à son épouse, ne doit-on pas en

déduire qu'il a de même voulu la dispenser de toute récompense ?

Une solution différente semble impliquer qu'il a pu avoir deux intentions contradictoires au même moment.

Au surplus, cette jurisprudence se base principalement, pour déterminer l'intention du mari au sujet des récompenses, sur ce que les primes ont été prélevées sur les revenus ou sur les capitaux de la communauté. Cette distinction résulte nettement des arrêts précités de la Cour d'Amiens, le 18 mai 1897, et de la Cour de Nancy du 16 mars 1901.

Quelques auteurs également l'admettent (1).

Cette distinction n'est pas fondée, le motif des récompenses est d'empêcher que l'un des patrimoines des époux s'enrichisse aux dépens de celui de la communauté. Or, il n'y a pas plus d'enrichissement dans les cas où la prime a été prise sur les capitaux, que dans le cas où elle a été prise sur les revenus. Cette distinction admissible lorsqu'il s'agit de savoir si le débiteur a frauduleusement diminué son patrimoine aux dépens de ses créanciers, ne devrait pas être transportée dans la matière des récompenses.

§ II

Contrairement à la jurisprudence précitée, de nombreux

(1) Herbault. *Traité des assurances sur la vie*, n° 257.

De Caqueray. *Revue pratique*, 1863, t. XVI, p. 201.

auteurs (1) ne se bornent pas à admettre qu'une dispense de récompense peut résulter des circonstances, ils décident que l'épouse bénéficiaire d'un contrat d'assurance souscrit par son mari, ne doit, en principe, aucune récompense.

Leur opinion a été admise par un arrêt de la Cour de Paris du 5 mars 1886 (S. 88. 2. 227) (D. P. 87. 2. 136).

Cette manière de voir paraît plus équitable; l'épouse qui contracte une assurance au profit d'un tiers autre que son conjoint ne doit pas de récompense à la communauté. Le tiers étranger à cette communauté ne peut non plus lui devoir de récompense.

Pourquoi n'en serait-il pas de même pour l'épouse qui semble mériter d'être plus favorisée que tout autre bénéficiaire.

D'ailleurs, telle est la règle pour les donations ordinaires; la jurisprudence admet qu'en cas de donation de biens présents entre époux, il n'est dû de récompense ni par l'époux donateur ni par l'époux donataire (2).

Une solution contraire ne peut que décourager la pratique des assurances entre époux en annihilant les effets de ces contrats.

La preuve que cette solution est équitable est que la

(1) Guillouard, t. II, n° 1013. Huc, t. IX, n° 225. Lefort. *Traité du contrat d'assurance sur la vie*, t. II, p. 263. Levillain, note D. P. 72. 2. 25. Wahl, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, 1. p. 67.

(2) Cassation, 18 mars 1862. S. 62. 1. 829.

Cass. civ., 7 décembre 1898. S. 1900, 1. 129.

théorie adverse s'efforce de pallier la rigueur de son principe, en admettant que, dans la plupart des cas, aucune récompense ne sera due par l'un ni l'autre des époux.

Ainsi un arrêt de la cour de Nancy du 1^{er} juillet 1911, sans admettre en principe la dispense de récompense, décide, dans l'espèce, qu'aucune récompense n'est due par l'épouse bénéficiaire, parce que « les primes d'assurances sont, en général, présumées acquittées sur les revenus. » D'après cet arrêt, la femme n'est donc pas dispensée en principe de toute récompense.

Au contraire, le projet de loi du 12 juillet 1904 admet en principe que la femme est dispensée de toute récompense.

« Aucune récompense n'est due à la communauté à raison des primes payées par elle, à moins que ces primes n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés. »

Cette réserve ne contrarie pas le principe, car elle semble destinée à prévoir les fraudes contre les héritiers réservataires et contre les créanciers.

Il importe de réserver aux premiers l'action en réduction et aux seconds l'action en nullité basée sur divers textes du Code civil et du Code de commerce.

§ III

Jusqu'ici, nous nous sommes borné à peu près à exposer

et à critiquer la jurisprudence. Il est nécessaire d'étudier maintenant la question au point de vue doctrinal.

Quelle est la situation juridique présentée par notre hypothèse ?

Un patrimoine s'est appauvri, celui de la communauté, et un autre, celui de la femme, s'est enrichi. A première vue, il semble que la théorie des récompenses doive trouver ici son application et que l'épouse doive une récompense à la communauté.

Il est certain que, en admettant pour un instant qu'il y ait lieu à récompense, ce qui doit servir de base pour le montant de la récompense, ce n'est pas le capital assuré, c'est-à-dire la valeur alléguée, mais bien la valeur de ce qui a été fourni, c'est-à-dire les primes versées.

Y aurait-il donc lieu à une récompense ayant pour objet le montant des primes ? « La restitution des primes à la fortune de celui qui les a payées est, dit M. Labbé (1), contestée, et, nous l'avouons, contestable. Mais elle nous paraît ici une condition nécessaire de la légalité de l'opération. Elle est le respect du principe que nous tournons, que nous ne violons pas : ce qui vient de la communauté retourne à la communauté. »

Les partisans de ce système développent les arguments suivants. Les primes ont été prises sur les revenus de la communauté ; elles ont donc appauvri ce patrimoine et ces primes ont été employées à créer, en dehors de la

(1) Note au Sirey, 92. 2. 105.

communauté et au profit du patrimoine de la femme, une créance qui a enrichi ce patrimoine. Dès lors, la femme doit récompense à la communauté de toutes les primes versées en son acquit, même si ces primes dépassent, ce qui arrivera lorsque l'assuré aura atteint un certain âge, le montant du capital assuré.

Certains auteurs font une distinction en admettant que le montant de la récompense doit être calculé d'après les primes versées. « L'article 1437, disent MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville (1), exige qu'une récompense soit payée dans tous les cas où la communauté a fait un déboursé dont l'un des époux a tiré un profit personnel, peu importe que l'assurance ait été contractée dans l'intérêt du survivant des conjoints ou dans celui de tel époux ou de ses héritiers. La femme, dans l'intérêt de laquelle l'assurance a été contractée par le mari, devra, notamment, une récompense à la communauté, à moins cependant qu'elle en ait été dispensée expressément ou tacitement. »

Les auteurs que nous citons apportent une restriction au principe de la récompense de toutes les primes : « Nous dirons, ajoutent-ils en effet, que cette récompense ne doit pas dépasser les sommes déboursées par la communauté, quel que soit le profit retiré par l'époux survivant. Si la communauté n'a payé que 3.000 francs de primes pour un capital de 100.000 francs exigible de

(1) T. I, § 853.

« suite, l'époux ne devra donc indemniser la communauté
« que jusqu'à concurrence de 3.000 francs. Mais d'autre
« part, si par extraordinaire, les primes se trouvaient
« supérieures à l'émolument procuré par l'assurance au
« profit du survivant, celui-ci ne devrait récompense que
« jusqu'à concurrence du profit retiré » (art. 1437).

Ces auteurs, on le voit, distinguent suivant que le montant des primes versées est supérieur ou non au montant du bénéfice de l'assurance et ils décident que l'époux gratifié ne devra jamais récompense que de la plus petite des deux sommes.

Une autre doctrine soutient qu'il n'y a jamais lieu à récompense quand il sera possible de prouver que le mari a voulu dispenser sa femme de toute récompense.

« En somme, dit M. Vibert (1), le législateur a bien
« voulu empêcher les contrats onéreux qui pourraient
« procurer des avantages à l'un des époux, mais il n'a pas
« défendu les donations, lorsque la volonté des époux en
« ce sens est formellement exprimée. »

Mais comment déterminer le critérium que l'on appliquera pour décider si la volonté du mari est suffisamment exprimée? Les uns disent que l'intention du mari pourra résulter d'une clause expresse de la police ou d'un acte postérieur (2). Les autres déclarent que la femme bénéficiaire ne saurait, en principe, et sans une manifestation

(1) P. 169.

(2) Méline, *Revue du notariat*, 1873, p. 803

formelle d'une volonté contraire de la part du mari, être tenue à aucun titre (1).

Le plus sage, si l'on admettait ce système, serait de dire que, dès que, de l'ensemble du contrat, on pourra déduire que le mari a eu l'idée de dispenser sa femme de toute récompense, on devra admettre cette dispense.

Pour notre part, nous estimons que, jamais, dans l'assurance sur la vie contractée par le mari au profit de sa femme, gratuitement, il ne saurait y avoir lieu à récompense. Cette solution est commandée par l'article 1422 du Code civil. Le mari peut disposer à titre gratuit des valeurs mobilières de la communauté, dit le texte. Or, s'il dispose en faveur d'un tiers, ce tiers ne devra certainement pas de récompense à la communauté. Pourquoi la femme donataire serait-elle obligée à cette récompense? Il y aurait là une injustice, puisque la femme serait placée dans une inexplicable situation d'infériorité vis-à-vis de tout autre bénéficiaire d'assurances contractées par son conjoint.

C'est en ce sens que se prononce M. Guillouard (2) qui soutient que la femme ne doit aucune récompense parce que, dit-il, « aux termes de l'article 1422, le mari peut « disposer à titre gratuit et particulier des effets mobiliers « de la communauté au profit de toutes personnes, par « conséquent au profit de la femme elle-même, or, c'est

(1) Lefort, *Traité d'assurance sur la vie*, t. II, p. 365.

(2) *Traité du contrat de mariage*, II, p. 1015.

« ce qu'il a fait, en payant, avec les deniers de la communauté, le montant des primes de l'assurance contractée au profit de sa femme. »

La même opinion est défendue par M. Wahl (1).
« D'abord, dit-il, puisque dans le cas où une assurance est contractée au profit d'un tiers, le seul époux qui puisse être tenu à récompense est nécessairement l'époux assuré, on ne comprend pas que, dans le cas d'une assurance contractée au profit d'un époux, la récompense soit due par ce dernier. C'est en vertu de l'article 1437 du Code civil qu'une certaine opinion oblige, dans le premier cas, l'époux assuré à la récompense ; elle considère que cet époux a tiré de la communauté un profit personnel, en prélevant sur elle une somme dont, par une opération subséquente à ce prélèvement, il fait donation à un tiers.

« Comment en serait-il autrement pour l'assurance contractée au profit du conjoint ?

« La succession des opérations est la même. C'est l'époux assuré qui fait un prélèvement sur la communauté, puis il fait donation du montant de ce prélèvement au profit de son conjoint. Ce dernier n'a rien reçu de la communauté, il n'a donc rien à lui rendre. Au contraire, l'époux assuré s'est enrichi par le prélèvement qu'il a exercé et n'a perdu le bénéfice de cet enrichissement que par un fait ultérieur, auquel la communauté est étrangère et

(1) *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1902, pp. 20 et suiv.

« dont elle n'a pas à se préoccuper... L'assurance entre
« époux doit être assimilée à l'assurance faite au profit
« d'un tiers. L'époux assuré, de son côté, n'est pas tenu
« davantage d'une récompense parce que l'hypothèse
« n'est pas de celles où, suivant l'article 1469 du Code
« civil, les libéralités donnent lieu à récompense. »

Aux termes de l'article 1469, les époux sont tenus de rapporter les sommes qu'ils ont tirées de la communauté ou la valeur des biens que l'époux y a pris pour doter un enfant d'un autre lit ou pour doter personnellement l'enfant commun. Nous sommes donc tout à fait en dehors de l'hypothèse de l'assurance.

« La récompense est une injustice, conclut très bien
« M. Wahl, puisque d'abord elle met l'époux bénéficiaire
« dans une inexplicable situation d'infériorité vis-à-vis de
« tout autre bénéficiaire des assurances contractées par
« son conjoint et puisque, surtout, elle supprime d'une
« manière absolue, en toute hypothèse, la donation. »

Nous ne saurions mieux conclure nous-mêmes sur cette question. Quand la femme est bénéficiaire d'un contrat d'assurance sur la vie souscrit en sa faveur par son mari, elle ne doit aucune récompense, en présence de la généralité des termes de l'article 1422 du Code civil.

SECTION III

Assurance de survie

§ I

Nous avons admis précédemment que l'assurance de survie contient ordinairement deux stipulations à titre gratuit, suivant la doctrine suivie par la Cour de cassation depuis l'arrêt du 28 mars 1877.

Lors de l'échéance du contrat, le survivant des époux devra être considéré comme s'il avait été, dès le début, bénéficiaire, à titre gratuit, d'une assurance en cas de décès souscrite à son profit par son conjoint.

En conséquence, si c'est le mari qui précède, aucune récompense ne sera due par sa succession puisqu'aux termes de l'article 1422, il peut faire des donations à son épouse sans être tenu à aucune récompense.

De même, si c'est la femme qui précède, sa succession ne devra aucune récompense, puisque les donations qu'elle fait, conformément à l'article 1422, et avec l'autorisation de son mari, produisent les mêmes effets que celles que fait celui-ci lui-même.

Plusieurs auteurs admettent que l'assurance de survie ne donne lieu à aucune récompense, en se basant sur ce qu'elle contient deux stipulations à titre gratuit (1).

(1) Lyon-Caën, note S. 77. 2. 33. Ruben de Couder, *Dictionnaire de*

§ II

D'autres auteurs, au contraire, décident qu'une récompense est toujours due par le survivant des époux, parce qu'ils considèrent que l'assurance de survie contient essentiellement deux stipulations à titre onéreux (1).

Nous avons déjà rencontré cette dissidence en nous nous occupant de l'assurance contractée par le mari au profit de son épouse.

Conformément à la doctrine de la Cour de cassation, nous croyons que l'on doit donner, relativement aux récompenses, les mêmes solutions pour l'assurance de survie que pour l'assurance souscrite par un époux au profit de l'autre, isolément.

Par suite, aucune récompense ne sera due, en principe, par le survivant, ni par la succession du prédécédé à moins que, par extraordinaire, il soit établi que l'assurance de survie a été contractée à titre onéreux; que les époux, en souscrivant cette assurance, ont voulu faire une affaire entre eux, suivant l'expression de M. Pinchon (2). Quand cela sera rétabli, aucun texte du Code civil ne

Droit commercial, V^o assurance sur la vie, n^o 104. Lefort, t. II, p. 279. En ce sens également : Douai, 31 janvier 1876. S. 77. 2. 33; Cass., 28 mars 1877 précité.

(1) Labbé, notes, S. 77 4. 397. S. 89. 2. 121.

Guillouard, t. II, n^o 1016. Pinchon, *Revue critique de Droit civil*, 1900, p. 308.

(2) Pinchon, *Revue critique*, mai 1900, p. 305

permet de dispenser le bénéficiaire de faire récompense à la communauté.

SECTION IV

Autres cas dans lesquels une récompense est due à la communauté

§ I

Lorsque le mari aura contracté, au moyen des fonds de la communauté, une assurance, soit au profit de ses créanciers personnels afin de les désintéresser, soit au profit de son épouse pour la remplir de ses reprises, il devra une récompense à la communauté.

Le montant de la récompense devra égaler les sommes par lui versées à la Compagnie d'assurances, mais ne pourra être supérieur au capital assuré (1), suivant la règle exposée ci-dessus.

§ II

Quand une assurance aura été contractée au profit d'un enfant commun par l'un des époux, une récompense pourra encore être due.

S'il s'agit d'une assurance dotale, la récompense des

(1) Guillouard, *loc. cit.*, 1016.

Baudry-Lacantinerie.

Le Courtois et Surville, t. I, n° 853.

primes devra être faite à la communauté dans les cas d'application de l'article 1469, soit qu'il s'agisse d'un enfant commun ou d'un enfant d'un premier lit.

Ce texte impose une exception au système qui dispense toujours l'assuré de faire une récompense à la communauté, lorsqu'il fait, conformément à l'article 1422, une donation prélevée sur les valeurs de la communauté.

Le montant de cette récompense sera déterminé suivant l'article 1469; elle pourra être supérieure au capital assuré, car cet article exige formellement que l'époux débiteur « rapporte les sommes qui ont été tirées de la « communauté (1). »

Au contraire, s'il s'agit d'une assurance souscrite au profit d'un enfant commun, à un autre titre qu'à titre de dot, aucune récompense ne sera due car, à défaut de texte spécial, l'article 1422 devient applicable.

On pourrait, il est vrai, soutenir que cette assurance ne contient pas une donation ordinaire régie par l'article 1422, puisque si le bénéficiaire accepte la succession de son auteur, il devra rapporter à cette succession le montant de l'assurance, d'où, avantage pour cette succession, rendant applicable l'article 1437.

La Cour de cassation a résolu ce problème en décidant, le 7 décembre 1898 (S. 1900, 1. 29), que le mari qui fait, seul, une donation en avancement d'hoirie à un enfant commun, à un autre titre qu'à titre de dot, fait une dona-

(1) Wahl, *loc. cit*, p. 69.

tion prévue par l'article 1422 du Code civil, et que, cette donation ne doit donner lieu à aucune récompense à la communauté.

En d'autres termes, l'éventualité du rapport à succession ne constitue pas un avantage visé par l'article 1437.

CHAPITRE TROISIÈME

Quels sont les droits des créanciers sur les contrats d'assurances sur la vie faits par les époux

SECTION I

D'après l'article 2092 du Code civil, « les biens du « débiteur sont le gage commun de ses créanciers. »

Néanmoins, ce débiteur peut, dans une certaine mesure, diminuer ce gage, sans que ses créanciers puissent s'y opposer.

Dans quels cas les assurances sur la vie dépassent-elles cette mesure ? En cette matière, la limite de son droit est difficile à dégager ; avant de rechercher cette limite, quelques observations sont nécessaires.

Il est aisé de concevoir que les contrats d'assurances peuvent porter un grand préjudice aux créanciers, puisque nous avons admis que le tiers bénéficiaire acquiert un droit propre au bénéfice du contrat, qui naît au moment du contrat et qui échappe au gage des créanciers du stipulant.

Sans doute, en vertu de la théorie de la transmission

des obligations, il semble que souvent le bénéficiaire étant héritier ou conjoint du stipulant, deviendra, au décès de ce dernier, débiteur personnel de ses créanciers, qu'ainsi ceux-ci ne seront pas lésés.

Mais, en fait, il arrivera fréquemment que ce conjoint, ou ces héritiers, useront des moyens que met la loi à leur disposition pour échapper au passif du stipulant.

Si le contrat d'assurance est passé au profit des héritiers, ceux-ci accepteront la succession sous bénéfice d'inventaire ou y renonceront. De même, l'épouse échappera au passif commun en renonçant à la communauté, ou se réservera le bénéfice d'émolument en faisant inventaire dans les délais prescrits.

Tous ces moyens sont fréquemment usités, aussi à moins d'indication contraire, nous supposerons que le bénéficiaire du contrat d'assurance poursuivi par les créanciers du stipulant, aura pris toutes précautions.

De même, quand nous examinerons le droit des créanciers sur le bénéfice d'une assurance contractée par l'un des époux, nous supposerons ces époux mariés sous le régime de la communauté légale ou de la communauté réduite aux acquêts.

Pour plus de clarté, nous exposerons séparément les droits des créanciers suivant qu'ils invoquent les articles 1166 et 1167 du Code civil, les articles 559 et 564 du Code de commerce et les articles 446 et 447 du même Code.

SECTION II

Application des articles 1166 et 1167

§ I

Aux termes de l'article 1166, « les créanciers peuvent « exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à « l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la « personne. » Si un débiteur est négligent et omet de faire rentrer dans son patrimoine un bien qui doit y figurer, ses créanciers ont le droit d'agir en son lieu et place, et de faire rentrer parmi ses biens, en employant les moyens qui sont au pouvoir de leur débiteur, tout ce que celui-ci aurait pu y faire figurer s'il avait été diligent.

Le souscripteur se sent-il gêné dans ses affaires ? Il peut révoquer le droit du bénéficiaire (si ce dernier n'a pas accepté et sauf l'application de l'article 1096 en matière d'assurance entre époux), et déléguer ce droit à ses créanciers, ou pratiquer soit la réduction, soit le rachat de son assurance.

Lorsque le tiers bénéficiaire a déclaré accepter le bénéfice de l'assurance, les tribunaux ont constamment admis que les créanciers ne peuvent obtenir la révocation, si le contrat d'assurance n'est pas frauduleux.

Au contraire, quand le tiers n'a pas accepté encore le

bénéfice de l'assurance, un certain nombre de décisions judiciaires ont admis la demande des créanciers (notamment l'arrêt de la Cour de Douai du 10 décembre 1895. Sirey, 96. 2. 417).

Mais la tendance actuelle de la jurisprudence est en sens contraire. D'après un arrêt de la Cour de Paris du 10 mars 1896 (Sirey, 98. 2. 245), le droit de révocation est exclusivement attaché à la personne du stipulant; il ne peut être exercé durant sa vie par ses créanciers ni après son décès par ses héritiers, sauf le cas de fraude.

Même lorsque l'assuré a contracté une assurance mixte, payable à une certaine date à lui-même, s'il vit, ou à un tiers, s'il prédécède, les créanciers ne peuvent s'approprier le bénéfice de l'assurance au décès de l'assuré (Douai, 14 février 1887. Sirey, 88. 2. 49).

Nous croyons cette jurisprudence parfaitement fondée. Les créanciers ne peuvent exercer les droits exclusivement attachés à la personne de leur débiteur.

La loi n'a pas défini d'une manière précise quels sont les droits attachés à la personne. Mais il est universellement admis qu'il faut reconnaître ce caractère à toutes les actions qui supposent l'appréciation d'un intérêt moral. Or, la révocation du droit du bénéficiaire dans un contrat d'assurance sur la vie, le rachat ou la réduction de cette assurance, qui sont des révocations indirectes, rentrent-ils dans la catégorie des droits attachés à la personne?

Il faut répondre affirmativement. En effet, le droit de révoquer une donation entre époux, pendant le mariage,

supposant l'appréciation d'un intérêt moral, ne peut être exercé par les créanciers. Cela étant, qu'est donc l'assurance sur la vie entre conjoints, dans la grande majorité des cas, sinon une libéralité ?

L'article 1166 ne peut donc être invoqué par les créanciers de l'époux souscripteur d'une police d'assurance sur la vie au profit de son conjoint.

Par suite, le capital d'une assurance sur la vie n'est pas soumis à l'article 1166. Les primes versées pour alimenter ce contrat doivent-elles être soumises à ce texte ?

Nous ne le croyons pas. Car les primes prélevées sur le capital sont seules rapportables ou réductibles ; or, dans notre hypothèse, les primes ont du être prélevées sur les revenus, puisque, s'ils les avait prélevées sur son capital, le souscripteur de l'assurance se serait rendu compte qu'il s'appauvrisait et qu'il diminuait le gage de ses créanciers ; nous serions alors dans l'hypothèse de l'article 1167 à laquelle nous allons arriver.

§ II

L'article 1167 s'applique au cas où le débiteur a contracté une assurance en fraude des droits de ses créanciers.

Ceux-ci pourront critiquer la désignation du tiers bénéficiaire sous certaines conditions : il faudra que le contrat d'assurance leur porte préjudice, et qu'il soit fait en fraude

de leurs droits. Cette fraude consistera dans la connaissance qu'aura eue le débiteur en contractant, qu'il diminuait le gage de ses créanciers. En outre, d'après la théorie générale de l'action Paulienne, il faudra que le tiers, s'il est bénéficiaire à titre onéreux, ait eu connaissance de cette fraude.

Toutes ces conditions d'exercice de l'action Paulienne ont été exigées par les tribunaux en matière d'assurances sur la vie, souvent même, l'exercice du droit des créanciers a été soumis à une condition supplémentaire ; il faut que le contrat d'assurance n'ait pas été payé avec les revenus de l'assuré ou ceux de la communauté. Un arrêt de la cour de Douai n'admet pas l'application de l'article 1167 parce que l'assuré « n'a pas fait sortir de son « patrimoine un capital quelconque ; il a pris seulement sur ses revenus... ; qu'il pouvait dépenser en « vivant plus largement... il n'a donc pas frustré ses « créanciers. »

Nous avons rejeté cette distinction des primes payées sur les revenus et des primes prélevées sur les capitaux, en matière de récompenses, parce qu'elle ne correspondait pas au but des récompenses. Ce but est d'éviter que le patrimoine des époux s'enrichisse aux dépens du patrimoine commun ; or, il s'enrichirait aussi bien au moyen des revenus qu'au moyen des capitaux ; au contraire, lorsqu'il s'agit de fixer les droits des créanciers, cette distinction est admissible parce que les droits de ceux-ci sont fondés sur le préjudice qui leur est fait par le contrat

d'assurances; or, il y a moins de préjudice quand les revenus ont été seuls absorbés par les primes, que lorsque celles-ci ont été imputées sur les capitaux de l'assuré.

D'autre part, le débiteur, en contractant avec ses créanciers, n'a ordinairement pas entendu renoncer à jouir de ses revenus; cette jouissance ne peut donc pas être considérée comme frauduleuse.

Quand les conditions d'exercice de l'action Paulienne seront réunies, quel en sera le résultat?

La Cour de cassation, considérant que l'assuré avait transmis le montant de l'assurance au bénéficiaire, a décidé le 2 juillet 1884 (D. P. 85. 1. 150), que le contrat d'assurance serait annulé. Cette solution est une conséquence du système de la cession que nous avons brièvement exposée dans l'introduction.

Au contraire, si l'on admet que le capital assuré, créé directement au profit du tiers, n'est pas tombé un instant dans le patrimoine du stipulant et, par suite, n'a pu en sortir au détriment de ses créanciers, on doit donner une solution différente; l'action Paulienne ne peut avoir pour objet que les primes qui sont seules sorties du patrimoine du débiteur, et pourvu que le bénéficiaire rembourse aux créanciers le montant des primes payées frauduleusement, il doit conserver le bénéfice du contrat d'assurance.

Cette solution est seule conforme à la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation qui reconnaît, depuis 1888, le droit direct du bénéficiaire; elle a été admise par plusieurs arrêts, notamment : Lyon, 2 juin 1863; Besançon,

4 mars 1887 (Sirey, 87. 2. 213); Douai, 14 août 1890 (D. P. 92. 2. 205).

SECTION III

Application des articles 559 et 564 du Code de commerce

§ I

D'après l'article 559 du Code de commerce, la femme mariée à un commerçant ne peut bénéficier des acquisitions à titre onéreux qu'elle a faites pendant le mariage, lorsque son mari est tombé en faillite, à moins qu'elle n'apporte la preuve qu'à l'aide de ses biens propres, elle a versé à son cocontractant la contre-valeur moyennant laquelle celui-ci lui a procuré son acquisition.

De l'article 564, il résulte que, sont nulles les libéralités faites par contrat de mariage à la femme mariée, par son mari tombé depuis en faillite; en outre, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour étendre cette nullité aux libéralités faites au cours du mariage.

Avant d'admettre la théorie du droit direct, la jurisprudence a encore appliqué ces articles, conformément au système de la cession.

Suivant ce système, la Cour de Paris admet, le 1^{er} août 1879 (D. P. 81. 1. 401), dans une espèce où la femme d'un commerçant en faillite était bénéficiaire d'une assurance contractée à son profit par son mari durant le mariage,

« que la stipulation faite par l'assuré au profit de sa femme
« tombe sous l'application de l'article 564 du Code de
« commerce, qui interdit, à la femme d'un commerçant
« failli, le droit d'exercer dans la faillite aucune action à
« raison des avantages portés au contrat de mariage ; que
« cet article même, est, à plus forte raison, applicable à la
« cause où la libéralité n'est pas protégée par l'irrévocabi-
« lité du pacte conjugal. »

Visant particulièrement l'article 559, la Cour ajoute que, si la femme du failli avait elle-même contracté l'assurance sur sa tête, elle devrait « par l'effet seul de la présomption
« de la loi et à défaut de preuve contraire, réintégrer le
« capital assuré dans l'actif de la faillite. »

La Chambre des Requêtes, le 2 mars 1881, approuve cette solution.

Mais, dans une décision du Tribunal d'Épernay, rendue le 17 août 1882 (D. P. 83. 3. 71), apparaît la théorie du droit direct, incomplètement il est vrai.

Un commerçant, plus tard failli, avait contracté deux assurances en cas de décès, l'une au profit de ses enfants, l'autre au profit de son épouse.

Relativement à la première, le tribunal décide « que le
« capital de l'assurance passe directement des mains de
« l'assureur dans celles du tiers bénéficiaire, sans jamais
« être rentré dans le patrimoine de l'assuré... et qu'il
« échappe à l'action des créanciers. »

Quant à la seconde, il admet l'action des créanciers, en

vertu de l'article 559, parce que le capital de l'assurance a été acquis par des primes payées par le mari.

La Chambre civile de la Cour de cassation admet à son tour la théorie nouvelle, et d'une manière plus complète ; cassant un arrêt de la Cour d'Amiens du 8 mai 1888 (D. P. 90, 1. 363), elle admet, le 23 juillet 1889 (D. P. 90. 1. 363), que les créanciers ne peuvent réclamer le capital assuré en vertu des articles 559 et 564, « attendu que les
« dispositions des articles 559 et 564 du Code de commerce
« ont pour but de conserver aux créanciers leur gage et
« de faire rentrer dans la masse de la faillite des valeurs
« qui en auraient été distraites à leur détriment.

« Attendu que ces dispositions ne sauraient s'appliquer
« à une assurance sur la vie contractée directement au
« profit de la femme du failli, d'une part parce que le
« bénéfice de cette assurance n'a jamais fait partie du
« patrimoine de l'assuré et que l'avantage ainsi créé
« n'appartient pas plus aux créanciers de l'assuré qu'à
« l'assuré lui-même ; d'autre part, parce qu'en dehors des
« primes dont, suivant les circonstances, la restitution peut
« être demandée par la faillite, on ne saurait soutenir que
« l'actif du failli a été diminué du capital de l'assurance
« qui ne s'est formé que par l'événement de la condition
« prévue, c'est-à-dire par le décès du stipulant, qu'àd-
« mettre dans ces conditions la faillite à réclamer le béné-
« fice de l'assurance, serait admettre qu'en réalité cette
« assurance a été stipulée en faveur des créanciers, qui
« arriveraient ainsi à profiter de la création d'un capital

« n'ayant jamais existé dans le patrimoine du failli. »

En rejetant ainsi la demande des créanciers, la Cour de cassation applique judicieusement la théorie du droit direct. Remarquons toutefois qu'elle commet une erreur en déclarant que le capital assuré ne se forme qu'au décès du stipulant ; on doit admettre que, puisque le droit du bénéficiaire naît directement du contrat, sa créance contre la Compagnie d'assurances, existe tout entière dès le moment où le contrat d'assurance est conclu à son profit. En outre, les arguments sur lesquels se base la Cour de cassation ne semble concerner que l'article 564.

Pour écarter la demande des créanciers, basée sur l'article 559, d'autres arguments sont nécessaires. On les découvre en recherchant le but de cet article.

Sous un arrêt rendu par la Cour de Rennes, le 9 février 1888 (Sirey, 89. 2. 221), M. Labbé fait remarquer justement que le législateur veut réprimer les opérations faites par la femme, parce qu'elles sont frauduleuses et qu'en général la restitution de la chose acquise constitue « le mode de réparation du tort causé à la masse, le plus simple, le plus commode et le plus exact », mais qu'il en est autrement relativement au contrat d'assurance qui est exempt de fraude et qui n'est pas consenti en vue de préjudicier aux créanciers du failli. En conséquence, le but de l'article 559 sera atteint, si l'on se borne, lorsque la femme ne peut faire la preuve exigée par cet article, à limiter la restitution qu'elle doit faire au montant des primes par elle payées.

M. Ruben de Couder, dans une note au Sirey (83. 2. 33), remarque également avec justesse que : « Par la restitution
« des primes, les créanciers rentrent dans leur bien, ils
« retrouvent un capital économisé au lieu de revenus
« qui auraient pu être absorbés dans les dépenses journalières du ménage ou dissipé, sans recours légal possible aux créanciers, dans le luxe ou la prodigalité. »

Depuis l'arrêt du 22 février 1888 précité, plusieurs décisions des tribunaux ont limité l'obligation de la femme au rapport des primes à la masse de la faillite, soit qu'elle soit bénéficiaire d'un contrat d'assurance contracté par elle-même ou par son mari (1).

La jurisprudence tend même à restreindre encore davantage les droits des créanciers. Plusieurs arrêts, notamment l'arrêt précité du 23 juillet 1889, décident que la restitution des primes ne sera pas toujours due par l'épouse, elle le sera « suivant les circonstances. » Les arrêts qui ont employé cette formule se sont basés généralement, pour apprécier les circonstances, sur ce que les primes de l'assurance ont été prélevées sur les capitaux ou sur les revenus. Dans le premier cas seulement, la restitution des primes serait due.

Ainsi, la cour de Poitiers, le 11 avril 1906, a obligé la femme d'un commerçant failli à rapporter les primes à la masse parce que, dans l'espèce, « elles constituaient une

(1) Alger, 17 octobre 1892. Seine, 6 mars 1897.

En ce sens : M. Thaller, *Traité de Droit commercial*, p. 985, n° 1979.

« véritable libéralité dont la femme d'un commerçant ne peut profiter que dans la mesure où l'avantage ne paraîtra pas en disproportion avec les ressources du mari (1). » Cet arrêt rend compte de toute la théorie de la jurisprudence sur la question. Aussi le rapportons-nous complètement.

L'espèce était la suivante. M. Bonneaud souscrivit, aux Assurances générales, une police d'assurance sur la vie et qu'il résilia en 1892, après avoir payé les primes de 1874 à 1892.

A cette dernière date, M. Bonneaud, ne pouvant plus faire face aux nécessités de sa situation et dans le but de se créer un crédit nouveau, forma, le 28 mai, une société au capital de 300.000 francs, sur lequel, pour sa part fixée à 200.000 francs, il se borna à un apport de 24.808 francs.

M. Bonneaud souscrivit alors une nouvelle police d'assurance sur la vie en cas de décès à la « Mutual life » garantissant un capital de 40.000 francs à sa femme, moyennant une prime annuelle de 2.548 francs, et une assurance accidents à la « Winterthür. »

M. Bonneaud vint à mourir et fut déclaré en faillite par jugement du 25 juillet 1903, lequel reporta l'état de cessation des paiements au 30 juin 1900.

Le syndic demanda le rapport de toutes sommes reçues par M^{me} veuve Bonneaud, en représentation des polices ci-dessus énoncées.

(1) *Répertoire* Defrénois, 1906, p. 684 et suiv.

Le 2 décembre 1905, le Tribunal de Niort ordonne le rapport à la faillite des primes versées à la « Winterthür » et à la « Mutual life », et dispense du rapport les primes payées aux « Assurances générales. » Sur appel, la Cour de Poitiers statua en ces termes : « Attendu que la diffi-
« culté concerne les primes des polices d'assurances payées
« par le mari ; que le capital des dites assurances a été légi-
« timement attribué à la femme, dans la mesure où il lui
« avait été maintenu durant la vie du mari, ce capital
« n'étant jamais tombé dans le patrimoine de ce dernier ;
« Attendu, quant aux primes, qu'elles constituent une
« véritable libéralité aux dépens de la communauté dont
« la femme d'un commerçant ne peut profiter que dans
« la mesure où l'avantage ne paraîtra pas en dispropor-
« tion avec les ressources du mari, et ne sera pas une
« cause de trouble dans les affaires, et de préjudice pour
« les créanciers ; que, si l'on peut s'inspirer, à cet égard,
« des dispositions de l'article 564 du Code de commerce,
« il faut reconnaître, toutefois, que la situation respective
« des époux Bonneaud n'est pas celle qui y est prévue ;
« que ces dispositions, impératives lorsque le mari étant
« commerçant au moment du mariage, ou l'est devenu
« dans l'année qui le suit, ont cet effet fort grave qu'elles
« annulent, en cas de faillite, les libéralités consenties
« dans le contrat de mariage ; attendu que, si les mêmes
« raisons tendent à rendre suspectes, à raison de leur
« contemporanéité avec l'exercice de la profession de
« commerçant, les libéralités, d'ailleurs révocables, faites

« durant le mariage ; à défaut d'un texte précis, la nullité,
« par rapport à la masse, ne peut en être prononcée de
« plein droit, mais que, s'il ressort toutefois des circons-
« tances de la cause, qu'il n'y a eu chez le mari l'intention
« arrêtée de créer, par des sacrifices excessifs et hors de
« proportion avec sa fortune, un patrimoine qui échappe-
« rait à l'action de ses créanciers, les sommes employées
« à cet usage doivent être rétablies dans la faillite et non
« pas être considérées comme un de ces dons permis
« entre époux, à cause de leur modicité, attendu qu'il
« ressort du jugement déclaratif de faillite prononcé le
« 25 juillet 1903, après le décès de Bonneaud, que, bien
« que l'état de cessation des paiements n'ait été porté
« rétroactivement qu'au 30 juin 1900, bien antérieure-
« ment, c'est-à-dire sûrement dès le 28 mai 1892, Bon-
« neaud en était réduit à des expédients... ; attendu que
« c'est dans ces conditions qu'il souscrivit une police à la
« société « Mutual life », qui augmentait annuellement ses
« dépenses personnelles de la somme de 2.548 francs,
« en vue d'assurer, après lui, un capital de 40.000 francs.

« Attendu que l'intention de faire fraude à ses créan-
« ciers apparaît manifestement, et qu'il n'y a pas lieu de
« distinguer entre les primes payées à la « Mutual life »
« et celles payées à la « Wintherthür », bien moins consi-
« dérables, quoiqu'ayant pour objet un capital de
« 100.000 francs, dont le paiement n'était dû qu'en cas
« d'accident, que le tout contribue à grossir un sacrifice
« excessif dans son ensemble ; attendu qu'il en doit être

« autrement pour les primes payées antérieurement aux
« Assurances générales » durant la période 1874 à 1892 ;
« que la prime s'élevait seulement à 1035 francs et que les
« ressources dont disposait Bonneaud étaient en ce moment
« plus sérieuses ; qu'en tout cas, le désordre de ses
« affaires n'apparaissant pas dès lors, il est permis de ne
« voir, dans l'opération, qu'une pensée de prévoyance et
« de générosité aussi, il est vrai, moins déplacée, au profit
« de sa femme ; attendu qu'en 1892, date où la police fut
« résiliée, le capital de 40.000 francs à payer au décès de
« l'assuré devait se réduire à 18.661 francs sur lesquels
« 4.913 francs seulement ont été touchés par la veuve
« Bonneaud ; attendu que cette somme se trouvait ainsi
« reprise intégralement à la bénéficiaire, mais que, pour
« les raisons ci-dessus exposées, il n'y a pas lieu d'en
« ordonner le rapport. »

En définitive, on le voit, les articles 559 et 564 du Code de commerce n'auraient donc jamais d'autres effets que de faire réunir à la masse les primes prélevées indûment sur le capital du failli.

D'ailleurs, il est bien entendu que, si c'est la femme qui a souscrit une assurance au profit de son mari, le capital assuré devra être compris dans la masse de la faillite du mari, mais si celle-ci venait par hasard à être déclarée seule en faillite, ce qui pourrait arriver pour une femme qui a une source personnelle de revenus, il faudrait déclarer que, puisque l'assurance a été souscrite en faveur

du mari avec son autorisation, les règles précédentes doivent s'appliquer.

Ajoutons que le projet de loi sur les assurances, du 12 juillet 1904, consacre l'évolution de la jurisprudence que nous venons d'indiquer. Il admet, dans son article 63, « que, dans tous les cas, la femme échappe à l'action des créanciers. »

Quant au tiers, ils devront restituer les primes si elles sont manifestement exagérées.

Voici les textes dont il s'agit : article 61 : « Le capital
« assuré au profit d'un bénéficiaire déterminé ne peut-
« être réclamé par les créanciers de l'assuré. Ces derniers
« ont seulement droit au remboursement des primes, dans
« les cas indiqués par l'article 60, deuxième alinéa, en
« vertu de l'article 1167 du Code civil, ou des articles 446
« et 447 du Code de commerce. »

Le troisième alinéa de l'article 63 ajoute que « les
« articles 559 et 564 du Code de commerce concernant les
« droits du failli sont sans application en cas d'assurance
« contractée par un commerçant en faveur de sa femme. »

Quant à la disposition du deuxième alinéa de l'article 60, dont parle l'article 61, elle dispense des règles du rapport et de la réduction « les sommes versées par l'assuré à
« titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été mani-
« festement exagérées, eu égard à ses facultés. »

SECTION VI

Application des articles 446 et 447 du Code de commerce

Ces articles s'appliquent lorsque le failli a contracté une assurance au profit de son épouse ou d'un tiers, depuis les dix jours qui précèdent la date fixée par le Tribunal, comme étant celle de la cessation des paiements.

D'après le texte de l'article 446, il semblerait que le contrat d'assurance au profit d'un tiers passé depuis le moment prévu par cet article, serait nul de plein droit.

Cependant, en cette matière encore, les tribunaux ont considéré avec bienveillance les contrats d'assurances.

En conséquence de la théorie du droit direct, ils ont admis que les créanciers ne pouvaient prétendre au capital assuré en se fondant sur l'article 446, à l'encontre d'un bénéficiaire à titre gratuit, et, sur l'article 447, à l'encontre d'un bénéficiaire à titre onéreux (1).

Le seul résultat de la nullité sera d'obliger le bénéficiaire à rapporter à la masse le montant des primes payées par le failli à la Compagnie d'assurances (2).

Cette solution correspond à celle que nous avons admise dans les sections précédentes, mais, l'article 446 soulève une autre objection. Ce texte, en effet, annule les contrats à titre gratuit faits depuis les dix jours qui précèdent la

(1) Caën, 15 mars 1876. Sirey, 77. 2. 232.

(2) Thaller, *Traité de Droit commercial*, n° 1835.

cessation des paiements. Le contrat d'assurance fait, à titre gratuit, au profit d'un tiers depuis cette date, semble donc devoir être nul à l'origine, dès lors, comment admettre que la nullité ne produise que des effets restreints, qu'elle ne fasse pas tomber entièrement le contrat.

Cette objection semble pouvoir être écartée à l'aide des arguments fournis par M. Labbé, à propos de l'article 559 (Sirey, 89. 2. 221 précité). Si le législateur prononce la nullité des actes faits en contravention de l'article 446, c'est parce que l'annulation de ces actes est ordinairement le mode de réparation le plus simple et le meilleur. Mais lorsqu'il s'agit d'un contrat d'assurance, il semble que, par la restitution des primes, les créanciers soient pleinement désintéressés ; ces primes, sont, en effet, les seules sommes qui soient sorties du patrimoine de leur débiteur en fraude de leurs droits.

La Cour de cassation semble avoir implicitement admis ces arguments, en décidant, le 27 mars 1888, que « les « articles 446 et 447 du Code de commerce ont pour but « d'assurer aux créanciers de la faillite les biens qui forment « leur gage et d'empêcher qu'il n'en soit rien détourné « à leur détriment ou que l'un d'eux soit avantagé au « détriment des autres, qu'ainsi ces dispositions ne peuvent « s'appliquer qu'aux biens qui sont dans le patrimoine du « failli... que l'assurance a pour effet de saisir directement « et immédiatement le bénéficiaire d'une créance sur la « Compagnie d'assurances, que cette créance n'a jamais « été, à aucun moment, dans le patrimoine du failli... »

Il résulte de cet arrêt que les créanciers ne peuvent, au moyen des articles 446 et 447, faire annuler le contrat d'assurance au profit d'un tiers fait par leur débiteur en fraude de leurs droits, leur action ne porte que sur les primes.

Celles-ci seront dues de plein droit si l'action des créanciers est basée sur l'article 446, parce que, dans la mesure où on convient d'appliquer cet article, on doit, pour se conformer à ses termes, décider que les primes seront dues de plein droit ; il y aura pour ainsi dire nullité absolue relativement au versement des primes, sans que le juge puisse apprécier, suivant les circonstances, si leur restitution est due.

Au contraire, si l'action des créanciers est fondée sur l'article 447, le résultat de cette action dépendra de l'appréciation des tribunaux, conformément aux termes de cet article.

Depuis 1888, la jurisprudence de la Cour de cassation n'a pas varié, elle a été généralement suivie par les Cours d'appel, aujourd'hui la question paraît définitivement tranchée (1).

Le projet de loi du 12 juillet 1904 admet aussi que le capital de l'assurance souscrite par le mari au profit de

(1) Nancy, 17 janvier 1888. D. P. 89. 2. 153. P. 88. 2. 173 ;

Cass., 7 août 1888, S. 89. 197 ;

Paris, 10 mars 1896. S. 98. 2. 245.

Poitiers, 19 décembre 1904. S. 1904. 2. 169.

En ce sens : Boistel, note D. 89. 2. 129 ; Thaller précité.

son épouse, échappe à l'action des créanciers du mari tombé en faillite.

Quant à la restitution des primes aux créanciers, ce projet de loi est plus rigoureux que la jurisprudence actuelle. Dans l'article 63, il décide « que le capital assuré
« au profit d'un tiers ne peut être réclamé par les créan-
« ciers de l'assuré. Ces derniers, cependant, ont droit à la
« restitution des primes quant elles sont manifestement
« exagérées eu égard aux facultés de l'assuré. »

D'autre part, ce projet déclare que « dans tous les cas, la
« femme échappe à l'action des créanciers. »

Ces solutions diffèrent de celles que nous avons exposées au cours de ce chapitre. D'abord, parce qu'elles restreignent dans tous les cas l'action des créanciers. Ils ne pourront réclamer les primes aux bénéficiaires autres que l'épouse, à moins que ces primes soient exagérées eu égard aux facultés de l'assuré.

Au contraire, la jurisprudence admet actuellement que lorsque les conditions d'application de l'article 1169 sont réunies, les créanciers peuvent réclamer le montant de toutes les primes qui n'ont pas été prélevées sur les revenus de l'assuré. Et, même s'il y a lieu d'appliquer l'article 446 du Code de commerce, cette jurisprudence admet que la restitution des primes, même prélevées sur les revenus, est due de plein droit.

Relativement à l'épouse d'un commerçant, le projet de loi contient une innovation plus grande encore ; au lieu d'être traitée plus durement que les autres bénéficiaires,

suivant les articles 559 et 564 du Code de commerce, l'article 63 lui applique un traitement de faveur ; en principe, elle ne sera assujettie à aucune restitution sans qu'il y ait lieu de distinguer si son mari est ou n'est pas commerçant.

CONCLUSION

Après avoir ainsi dégagé, suivant la jurisprudence, les effets du contrat d'assurance sur la vie relativement aux régimes de communauté ; il reste à apprécier les mérites de la théorie qu'elle a établie.

Remarquons tout d'abord qu'en l'absence de textes spéciaux aux assurances sur la vie, à un moment où la doctrine elle-même était peu fixée, l'œuvre des tribunaux était particulièrement difficile.

Néanmoins, ces tribunaux sont arrivés généralement à donner des solutions aussi heureuses qu'il leur était possible en présence des textes actuels.

Ils ont décidé judicieusement que le capital de l'assurance souscrite par le mari au profit de son épouse, ne tomberait pas dans la communauté. De même, une partie importante de la jurisprudence admet, avec raison, qu'aucune récompense n'est due à la communauté par la femme bénéficiaire d'un tel contrat ; mais il est regrettable que, par interprétation de l'article 1437 du Code civil, plusieurs

tribunaux estiment que, dans ce cas, il y ait lieu à récompense.

Cette solution est peu équitable ; en outre, elle provoque une incertitude fâcheuse.

En cas de faillite du mari, la jurisprudence a encore justement admis que le capital de l'assurance souscrite par le failli au profit de son épouse, ou au profit d'un tiers bénéficiaire, échappait à l'action des créanciers, ceux-ci peuvent seulement avoir droit à la restitution des primes.

Il semble qu'il eût été équitable d'aller plus loin et de soustraire complètement l'épouse à l'action des créanciers, lorsqu'en fait, il n'était pas prouvé que l'assurance avait été contractée dans le but de frauder les créanciers.

Mais ce progrès ne pouvait être accompli par les tribunaux en présence des textes formels du Code de commerce. Ici encore, l'imperfection de la jurisprudence provient des entraves que lui apportait notre Code.

Aussi est-il à souhaiter que le législateur intervienne pour dégager l'assurance sur la vie de l'application de certains articles gênants, tant du Code civil que du Code de commerce, et pour donner les règles générales qui doivent régir ces assurances.

Cette intervention serait opportune, car, maintenant en tirant profit de l'œuvre des tribunaux, le législateur pourrait aisément établir une théorie complète et bien adaptée aux besoins de la pratique.

En outre des progrès théoriques qu'elle réaliserait, cette

loi aurait l'avantage de donner plus de cohésion à la jurisprudence et de faciliter l'étude du contrat d'assurance sur la vie, en faisant connaître, par quelques articles bien conçus, ce qui exige actuellement de longues recherches.

Vu :

Le Président de la thèse,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.....	1
§ I. — Définition et analyse du contrat d'assurance sur la vie.....	1
§ II. — Analyse du contrat d'assurance au profit d'un tiers.....	2
§ III. — Effets de la stipulation pour autrui con- tenue dans les contrats d'assurance.....	4
CHAPITRE PREMIER	
DANS QUELS CAS LE BÉNÉFICE DE L'ASSURANCE SUR LA VIE TOMBE-T-IL DANS LA COMMUNAUTÉ?.....	9
SECTION I. — <i>Assurances antérieures au mariage</i>	9
§ I. — Assurance contractée par l'un des futurs époux à son profit.....	9
§ II. — Assurance contractée par un futur époux au profit de son futur conjoint.....	11
SECTION II. — <i>Assurances contractées au cours du mariage par le mari</i>	14
§ I. — Assurance par lui contractée à son profit	14

§ II. — Assurance par lui contractée au profit de son épouse à titre gratuit.....	15
§ III. — Assurance par lui contractée au profit de son épouse à titre onéreux.....	21
SECTION III. — <i>Assurances de survie</i>	23
§ I. — Assurance de survie contenant deux libéralités réciproques.....	23
§ II. — Assurance de survie ne contenant pas d'intention libérale.....	31
SECTION IV. — <i>Assurances contractées par la femme</i>	34
SECTION V. — <i>Divers régimes de communauté</i>	38

CHAPITRE DEUXIÈME

DES RÉCOMPENSES DUES A LA COMMUNAUTÉ.....	41
SECTION I. — <i>Assurance constituée par un futur époux à son profit</i>	41
SECTION II. — <i>Assurance contractée par le mari au profit de son épouse</i>	44
§ I. — Première théorie qui admet qu'en principe une récompense est due.....	44
§ II. — Deuxième théorie qui admet qu'en principe aucune récompense n'est due.....	47
§ III. — Solution de la question.....	49
SECTION III. — <i>Assurances de survie</i>	56
§ I. — Assurance de survie contenant deux libéralités réciproques.....	56
§ II. — Assurance de survie ne contenant pas d'intention libérale.....	57
SECTION IV. — <i>Autres cas</i>	58

TABLE DES MATIÈRES

89

§ I. — Assurances contractées par le mari au profit de ses créanciers personnels.....	58
§ II. — Assurances contractées au profit des enfants.	59

CHAPITRE TROISIÈME

QUELS SONT LES DROITS DES CRÉANCIERS SUR LES CONTRATS D'ASSU- RANCE SUR LA VIE FAITS PAR LES ÉPOUX?.....	61
SECTION I. — <i>Observations préliminaires</i>	61
SECTION II. — <i>Application des articles 1166 et 1167</i>	63
SECTION III. — <i>Application des articles 569 et 564 du Code de commerce</i>	68
SECTION IV. — <i>Application des articles 446 et 447 du même Code</i>	78
CONCLUSION.. ..	83

Angers, Imp. J. Siraudeau — 42-3759
